



## Le patrimoine classé de Wallonie en quelques chiffres

La Wallonie (hors Communauté germanophone) compte quelque 2.800 monuments classés. Que sont-ils et à qui sont-ils? Comme nous l'avons fait lors des dernières Journées du Patrimoine en livrant au public des données chiffrées sur le patrimoine médiéval, il nous a paru utile d'éclairer les lecteurs de *La Lettre du Patrimoine*, au-delà des acteurs du secteur, sur ce que représente le patrimoine classé wallon et qui en a la charge.

Au total, 2.160 propriétaires différents possèdent – et se partagent dans certains cas – les quelque 2.800 monuments classés de Wallonie. Autant il est fréquent qu'un même homme physique et plus souvent encore un même pouvoir public possède plusieurs édifices classés, autant il arrive aussi que certains monuments, mais privés surtout, soient parfois détenus par plusieurs personnes en copropriété – une situation qui explique parfois à elle seule, sans le justifier bien sûr, le manque d'entretien voire l'état d'abandon d'un monument dégradé.

Pour faire bref, nous dirons que 50 % environ des monuments wallons (un peu moins de 1.400) appartiennent au secteur public, l'autre moitié étant des propriétés privées. Une répartition que l'on ne retrouve pas pour les monuments du Patrimoine exceptionnel subventionnables à 95 % : les 7/10<sup>es</sup> d'entre eux sont aux mains de privés. Mais, pour le reste, les catégories public et privé s'équilibrent. Pour la première, on recensait voici deux ans 475 pouvoirs et organismes publics différents, dont 9 à Bruxelles (y compris la Régie des bâtiments par exemple). Pour la seconde, 1.474 propriétaires privés domiciliés en Wallonie et 13 à Bruxelles. À ces chiffres, il faut encore ajouter près de 200 propriétaires domiciliés en Flandre ou à l'étranger, quasi tous privés.

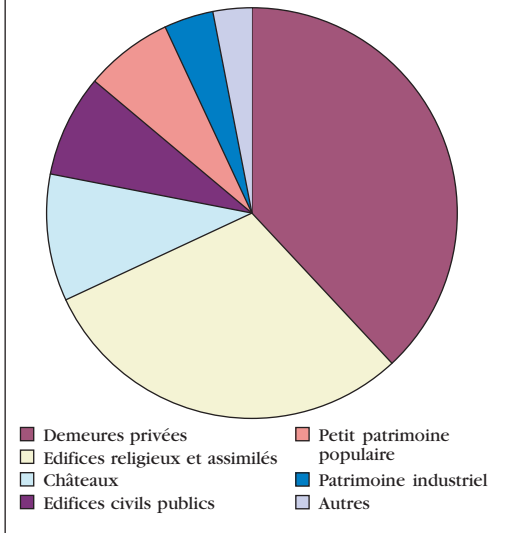
Plus de 1.080 monuments classés sont situés sur le territoire de la province de Liège, soit 39 % du total. Le Hainaut est la seconde province par le nombre de monuments avec 27 % du total wallon. Viennent ensuite la Province de Namur (15%), celle du Luxembourg (12%) et la plus petite en superficie, celle du Brabant wallon, ferme la marche avec 7 % du total wallon.

Rien d'étonnant bien sûr à ce que les deux provinces wallonnes les plus riches en villes historiques se taillent la part du lion dans cette répartition géographique des monuments classés de Wallonie (avec ensemble les deux tiers du total). À l'échelon local, on observera que 10 communes wallonnes (sur 262), comptant chacune au moins 30 monuments sur leur territoire, totalisent à elles seules près de 40 % des édifices classés de Wallonie. Si on compte les communes comportant au moins 20 monuments, on constate que 20 entités abritent ensemble près de la moitié du patrimoine wallon. Dans l'ordre, les villes de Liège surtout (363 monuments, soit 13 % du total wallon), puis Tournai (184 monuments), Mons (136), Namur (97) et Verviers (79) comptent le plus grand nombre de monuments classés sur leur territoire.

En général, ces localités riches en patrimoine à surveiller et à soutenir doivent en assumer directement elles-mêmes une bonne part en tant que propriétaires : 55 biens classés sont propriétés de la ville de Liège, 40 de la ville de Mons, 36 appartiennent à la ville de Namur, 29 à celle de Verviers, 26 à Tournai... Ce qui signifie que ces communes, à l'instar de la Région wallonne elle-même d'ailleurs (propriétaire de 63 biens classés), doivent montrer l'exemple à leurs administrés pour l'entretien, la restauration et, le cas échéant, la réaffectation d'un nombre non négligeable de monuments situés sur leur territoire.

On terminera ce tour d'horizon statistique en observant que les demeures privées (avec 38 % du total) et les édifices religieux et assimilés (avec 30 %) constituent les catégories les plus représentées dans le patrimoine wallon classé, bien avant les châteaux (10 % du total), les édifices civils publics (8%), les éléments du petit patrimoine (kiosques, perrons, croix, etc. : 7 %) ou encore le patrimoine industriel (4 %, localisés davantage en Hainaut qu'à Liège). Excepté en Luxembourg où la part du petit patrimoine (21 %) est nettement plus importante que dans l'ensemble de la Wallonie, partout ailleurs les édifices du culte et les demeures privées représentent, ensemble, les deux tiers environ du patrimoine classé.

Répartition du Patrimoine classé en Wallonie



Le château de Senefve. G. Focant, DPat © MRW

Attention à l'avis important, p. 20

## Hommage à Pierre Mardaga

C'est avec consternation et tristesse que nous avons appris le décès de l'éditeur liégeois Pierre Mardaga. Ce dernier avait réussi à imposer son nom comme un label de qualité, comme en témoignent les magnifiques travaux au caractère hautement scientifique qu'il a édités. Après des études d'art graphique à Liège, Pierre Mardaga se spécialise tout d'abord dans l'édition d'ouvrages de psychologie et de sciences humaines, avant de s'ouvrir, dès 1974, à l'architecture et au patrimoine, sujets peu traités dans la littérature française. Outre des ouvrages relatifs aux grands architectes, il édit à cette époque le *Patrimoine monumental de la Belgique*, inventaire de l'ensemble du patrimoine immobilier belge et véritable référence pour la connaissance de celui-ci. Pierre Mardaga laissera donc le souvenir d'un pionnier dans l'édition d'ouvrages architecturaux et patrimoniaux.

## Patrimoine et citoyenneté

On le sait, le Ministre Michel Daerden a choisi le thème «Patrimoine et citoyenneté» pour les prochaines Journées du Patrimoine de septembre et donc également pour la Journée «Jeunesse et Patrimoine» qui a eu lieu le 18 avril dernier (*La Lettre du Patrimoine* reviendra sur ces

deux opérations dans son prochain numéro). Heureuse coïncidence, non concertée à notre connaissance avec les administrations wallonnes en charge de la politique du Patrimoine, le Service d'éducation permanente de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française vient de publier un volumineux recueil sous le titre *Patrimoine et vie collective*, portant aussi bien sur le patrimoine naturel et surtout immobilier (relevant des Régions depuis 1989) que sur le patrimoine mobilier et immatériel relevant toujours des Communautés.

Cette publication montre tant les enjeux citoyens développés par l'action associative dans le domaine du patrimoine que le travail d'éducation et de transmission des institutions culturelles, muséales et patrimoniales. Quarante-trois auteurs de Wallonie et de Bruxelles, essentiellement responsables d'associations, de musées, professeurs et chercheurs présentent leurs actions, mais aussi leur analyse de la situation. Par exemple, pour ne citer que quelques sujets relevant de la politique régionale wallonne, Charleroi-Environnement, Qualité-Village-Wallonie, Archéo-J entre autres font le bilan de leurs activités, les animateurs de SOS-Mémoire de Liège développent leur vision de la «saga» du Grand Curtius à Liège, l'association «orgues et musique à Flône» décrit ses démarches (vaines jusqu'à présent) pour obtenir la restauration de l'orgue de Flône à Amay, l'association «Pasquier Grenier» expose l'évolution du dossier

de la Madeleine à Tournai, dont l'IPW a pris la responsabilité depuis plusieurs années, etc. Le regard des acteurs publics responsables aurait été bienvenu dans l'exposé de certains cas (on songe au Curtius notamment), mais l'ouvrage, dense et foisonnant, mérite d'être lu.

Un volume de 360 pages au prix de 8 euros disponible au Service de l'éducation permanente, Boulevard Léopold II, 44 à 1080 Bruxelles; tél. : 02/413.23.42 – mail : education.permanente@cfwb.be – compte 091-2111085-06, MCF-DGC, communication 3011.

## Québec

Une délégation composée de deux parlementaires québécois (Assemblée nationale du Québec) s'est déplacée durant plusieurs jours en Belgique et en France afin de venir y étudier le problème de la gestion patrimoniale des lieux de culte. Elle comprenait M<sup>me</sup> Nicole Léger, Députée de Pointe-aux-Trembles, Membre de la Commission des Affaires sociales et ancienne Ministre, et M. Bernard Brodeur, Député du comté de Shefford, Président de la Commission de la Culture. Ils étaient accompagnés de M. Marc Painchaud, Secrétaire de la Commission de l'Aménagement du Territoire. Un programme de trois jours (du 6 au 8 février 2006) les attendait en Belgique. Après avoir été reçus, durant les deux premiers jours, par des représentants de la Communauté flamande, du KADOC, de la Commission royale des Monuments et Sites de Bruxelles, de l'Administration du Patrimoine de la Région de Bruxelles-Capitale, le troisième jour fut consacré à une présentation de la situation en Wallonie. Cette rencontre fut organisée dans les bâtiments de la Communauté française à Bruxelles à l'initiative de M. Jean-Louis Luxen, Président de «Culture, Heritage and Development International» (CHEDI); outre celui-ci, les autres intervenants étaient M. Thomas Coomans, organisateur de ces trois journées et professeur à la Vrije Universiteit Brussel, M<sup>me</sup> Julie Dury, auteur d'un rapport de stage sur «La gestion du patrimoine religieux. Aperçu de la situation en Région wallonne», M. Pierre-Yves Kairis (IRPA) et M. Emmanuel Vanderheyden (IPW). La réunion s'est centrée principalement sur les problèmes vécus en Wallonie par la désaffection importante des fidèles pour les églises et par le constat d'une difficulté à trouver des affectations mixtes. Le problème du vol des œuvres d'art et du vandalisme a également été évoqué. Les différentes législations et la complexité institutionnelle belge ont été présentées. L'illustration de certaines des missions de l'IPW par des exemples concrets en matière de projets liés à des lieux de culte a bénéficié d'un écho très favorable auprès des Québécois.



Hôtel de ville de Verviers. G. Focant, DPat © MRW

## Les monuments pris en charge par l'IPW

Dans le cadre de la mission d'assistance aux propriétaires de monuments dégradés ou menacés, l'Institut du Patrimoine intervient pour élaborer des dossiers de restauration et, le cas échéant, des dossiers de réaffectation de biens pour lesquels aucune solution n'a pu être trouvée. Dans ce contexte, l'IPW axe son travail sur la réalisation d'études de faisabilité, sur la mise en contact d'investisseurs et de propriétaires, sur l'accompagnement de ces derniers dans les différentes procédures... Rien que pour l'année 2005, l'IPW a pu faire aboutir des dossiers au stade de l'octroi des subventions tels que la restauration du château Le Fy à Esneux (1<sup>re</sup> phase), de la Maison du Peuple à Poulseur, des façades et abords du Waux-Hall de Spa, du château de Havré à Mons (1<sup>re</sup> phase), du triage-lavoir de Binche (1<sup>re</sup> phase), du château des Princes de Mérode à Rixensart (1<sup>re</sup> phase)...

Cette mission d'intervention de l'Institut s'exerce à l'égard de monuments énumérés dans une liste arrêtée par le Gouvernement sur proposition bien sûr du Ministre du Patrimoine. En 1999, l'IPW s'était ainsi vu confier à sa création une mission d'assistance sur 54 biens. Cette liste est passée à 86 monuments en 2002, puis 94 fin 2003. En mars 2006, le Ministre Michel Daerden a procédé à une nouvelle révision de la liste, à la fois pour effectuer une série de retraits (de monuments sauvés ou au contraire qu'il conviendrait peut-être de déclasser selon l'IPW) et pour ajouter certains biens fort dégradés ou jugés potentiellement menacés.

L'ancien hospice des vieillards à Rebecq, la chapelle Saint-Antoine-en-Barbefosse à Mons, l'église Sainte-Croix à Liège, la Maison près la Tour à Huy, le château du Faing à Jamoigne viennent ainsi d'être inscrits sur la liste de l'Institut, de même que trois monuments pour lesquels la mission d'assistance de l'IPW sera un peu particulière : l'ancien charbonnage de Bois-du-Luc à La Louvière (soutien aux projets de l'asbl de gestion), le château de Fanson à Ferrières (soutien au projet muséal du propriétaire), l'ancien Palais des Princes-Évêques à Liège (réflexion sur la valorisation du Palais et la réaffectation des espaces en voie d'être libérés par la Justice).

Parallèlement, le Ministre a également étendu l'autre mission immobilière de l'IPW (relative à la valorisation de monuments classés appartenant à la Région elle-même) au développement du bâtiment sis aux n°s 9 et 10 de la place Émile Dupont à Liège (futur siège du Centre wallon d'archéologie du bâti) et aux travaux à réaliser sur une partie de l'ancienne abbaye de Stavelot (essentiellement aile est et cour d'honneur), ainsi qu'aux travaux d'aménagement d'un accueil sur le site des ruines du château de Poilvache à Yvoir.

C'est désormais à dix que s'élève le nombre de propriétés régionales sur lesquelles l'Institut est habilité à intervenir, soit par des travaux (billetterie du Forum à Liège, façades des Casemates à Mons, par exemple), soit en s'occupant

de la gestion (auditorium de Beez ou Archéoforum, notamment), soit les deux.

Les listes des monuments confiés à l'IPW figurent sur le site de l'Institut ([www.institutdupatrimoine.be](http://www.institutdupatrimoine.be)), de même que le texte du *Bilan 2005* des activités de l'IPW, synthétisant le rapport annuel que ce dernier transmet à son Ministre de tutelle en mars de chaque année pour être envoyé ensuite au Parlement wallon après prise d'acte par le Gouvernement régional.

## Clin d'œil : patrimoine et réaffectation... en 1905

La réaffectation du patrimoine religieux est une question qui manifestement préoccupe les pouvoirs publics depuis longtemps. En atteste cette photographie de 1905 qui montre l'intérieur de l'église San Domenico de Camerino en Italie (Les Marches) transformée en dépôt de trams!



Carte postale : l'église San Domenico de Camerino en 1905

## L'abbaye de Stavelot «cartonne»!

Depuis maintenant 4 ans et son inauguration par le Ministre Michel Daerden, l'ancienne abbaye de Stavelot – propriété régionale reconvertie en trois espaces muséaux consacrés au circuit de Francorchamps, à Apollinaire et à l'ancienne principauté de Stavelot-Malmedy – est ouverte au public sous la responsabilité de l'asbl «Espaces Tourisme et Culture», présidée depuis 1999 par l'IPW qui lui verse aussi sa subvention de fonctionnement. Outre des changements à la tête de l'outil, l'année 2005 aura été marquée par l'importante exposition «Affinités» (voir n° 1 de *La Lettre*) et surtout par un spectaculaire redressement de la fréquentation.

Des records absolus d'affluence ont été battus certains mois et l'année s'est achevée à plus de 45.000 visiteurs, soit une augmentation de près de 10%. Comme dans d'autres outils de tourisme culturel, on constate que les périodes d'affluence

continuent leur mutation. Juillet/août est en perte de vitesse et si le mois d'août reste le plus fréquenté, pour la première fois en 2005, juillet a été dépassé par mai.

L'abbaye voit défiler chaque année plus de 100.000 personnes en ses murs (informations touristiques, festivals d'été, tourisme d'affaires, centre culturel, en plus, des visiteurs payants pour les musées...), et 2006 verra le 200.000<sup>e</sup> visiteur spécifique aux musées depuis la superbe rénovation du bâtiment.

Enfin, en terme de tourisme d'affaires, la fréquentation continue également à augmenter au point d'être devenue, pour la première fois en 2005, la première source de revenus de l'asbl. Au total celle-ci génère d'ailleurs 63% de recettes propres, ce qui est un résultat extrêmement positif pour un outil de ce genre. [www.abbayedestavelot.be](http://www.abbayedestavelot.be)



Vue du Musée Apollinaire. G. Focant, DPat © MRW

## Les Bibliothèques du Patrimoine



En janvier 2005, l'Institut du Patrimoine wallon s'est vu confier, en même temps que la mission d'édition des publications «patrimoine», la tâche de gérer le stock d'ouvrages patrimoniaux de la Région wallonne.

Dans ce cadre, l'IPW a mis en place une grande opération de distribution de livres à destination des 370 écoles secondaires, tous réseaux confondus, et de 170 «bibliothèques publiques pivots» de Wallonie. Celles-ci ont ainsi toutes reçu une bibliothèque riche d'une soixantaine d'ouvrages issus de nombreuses collections traitant du patrimoine sous ses divers aspects. Ces «Bibliothèques du Patrimoine» seront régulièrement alimentées par de nouveaux ouvrages publiés par l'IPW.

## Témoignage wallon en Lituanie

Quelques jours avant le voyage royal en Lituanie, cet État balte de 3,4 millions d'habitants à l'instar de la Wallonie, l'IPW a été invité à participer dans ce pays à une réunion de responsables municipaux pour y présenter le fonctionnement de sa structure et des Journées du Patrimoine en Wallonie, en présence des acteurs administratifs de cette politique et de la Secrétaire d'État à la Culture. Collègues et auditeurs lituaniens se sont montrés admiratifs devant le mode organisationnel des Journées wallonnes du Patrimoine, fruit de plus de quinze années d'efforts de M<sup>me</sup> Nicole Plumier au sein de l'Administration avant le récent transfert à l'IPW. Les moyens et les orientations de la politique wallonne des monuments, sites et fouilles ainsi que l'articulation entre ses divers acteurs publics, résultat d'un processus permanent de perfectionnement entamé dès la régionalisation effective de la matière en 1989, furent également appréciés à leur juste valeur, que l'on mesure parfois mieux vus de l'étranger.

## La justice jadis

Dans *Le Patrimoine médiéval de Wallonie* (voir n° 1 de *La Lettre du Patrimoine*), son coordinateur Julien Maquet ainsi que Jean-Louis Van Belle et Gérard Bayav présentaient quelques traces matérielles de l'exercice de la justice au Moyen Âge : la cour de justice d'Ouffet, le «trou des plaids» et la table de justice à Saint-Gérard de Brogne, la croix de jus-

tice de Martuë à Florenville mais aussi le Vieux chêne de Liernu à Éghezée et surtout le pilori de Braine-le-Château. Plus récents, d'autres piloris datant pour la plupart de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle sont également parvenus jusqu'à nous, tel celui de Petit-Rechain à Verviers, appelé par erreur «perron». Il est d'ailleurs probable qu'à l'origine, le perron de Liège n'était rien d'autre qu'un ancien pilori. En attendant un *Carnet du Patrimoine* en projet sur les monuments de Wallonie relevant de ce «petit patrimoine judiciaire» ou la publication de la thèse de Julien Maquet sur la justice médiévale au pays de Liège, les amateurs pourront lire l'ouvrage de l'Administrateur général de l'Institut du Patrimoine wallon, *Mourir sur l'échafaud*, qui permet de mieux connaître dans tous ses aspects la réalité de la peine de mort à la fin du Moyen Âge et sous l'Ancien Régime dans nos régions, disponible aux éditions du Céfal ([www.cefal.com](http://www.cefal.com)) qui publient aussi une édition annotée par Philippe Tomsin du mémoire de Léonard Defrance (en 1788) sur les broyeurs de couleur, précieux témoignage sur de nombreux procédés picturaux anciens.



Le pilori de Braine-le-Château. G. Focant, DPat © MRW

## Vos réactions

Le premier numéro de *La Lettre du Patrimoine* nous a valu plusieurs centaines de réactions positives à l'égard de cette nouvelle formule orientée presque exclusivement vers la politique régionale des monuments, sites et fouilles, et de très rares regrets exprimés quant à cette évolution. Ce deuxième numéro intègre déjà davantage de contributions émanant de nos collègues de l'Administration et à la demande de l'Inspecteur général de la Division du Patrimoine M. André Mathtys, cette collaboration devrait être encore plus étroite à l'avenir. Exceptés ceux émanant de la rédaction de *La Lettre*, les contributions sont désormais signées pour permettre aux lecteurs de contacter directement les auteurs s'ils le souhaitent.

## AVIS IMPORTANT

*La Lettre du Patrimoine* est intégralement téléchargeable sur le site [www.institutdupatrimoine.be](http://www.institutdupatrimoine.be). L'abonnement à *La Lettre* est entièrement gratuit, mais vous ne continuerez à recevoir automatiquement la version papier à domicile que si vous en faites la demande par écrit, par fax ou par mail (en aucun cas par téléphone s'il vous plaît) auprès de l'IPW à l'adresse ci-dessous :

Institut du Patrimoine wallon  
Cellule communication –  
La Lettre du Patrimoine  
Rue du Lombard, 79 – 5000 Namur  
Fax : 081/654.168 ou 150  
Courrier électronique :  
[lalettre@institutdupatrimoine.be](mailto:lalettre@institutdupatrimoine.be)

Vous pouvez également choisir de recevoir chaque trimestre la version électronique de cette lettre en en faisant la demande à l'adresse :  
[lalettre@institutdupatrimoine.be](mailto:lalettre@institutdupatrimoine.be)

Bien entendu, cet avis ne concerne pas les membres du personnel de la Division du Patrimoine et de l'IPW, les membres de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles, les fonctionnaires dirigeants du Ministère de la Région wallonne, du Ministère de l'Équipement et des Transports, des organismes publics de la Région wallonne, du Ministère de la Communauté française et du Ministère de la Communauté germanophone, tout comme les membres des Cabinets ministériels concernés, qui continueront à recevoir ce bulletin sans cette réinscription, s'ils le recevaient précédemment.

La Lettre du Patrimoine  
Institut du Patrimoine wallon  
Rue du Lombard, 79 – 5000 Namur  
Tél. : 081/654.154 – Fax : 081/654.144  
Email :  
[lalettre@institutdupatrimoine.be](mailto:lalettre@institutdupatrimoine.be)

Éditeur responsable  
Freddy Joris,  
Administrateur général de l'IPW

Coordination  
Julien Maquet

Avec la collaboration de  
Frédéric-Emmanuel de Wasseige  
(Demeures historiques & Jardins),  
M. Deckers (Archéologue),  
M. Dosogne (Service d'Archéologie –  
Hainaut 1 – DGATLP/MRW),  
P. Gautier (Archéologue –  
Abbaye de Villers),  
L. Henderickx (Service d'Archéologie  
– Namur – DGATLP/MRW),  
D. Henrard (Service d'Archéologie –  
Liège – DGATLP/MRW),  
R. Miller (Service de Préhistoire – ULg),  
P. Paquet (Directeur f.f. de la  
Restauration – DGATLP/MRW),  
L. Verslype (CRAN – UCL).

Les articles non signés émanent  
de l'IPW

Impression et graphisme  
Imprimerie Bietlot  
Rue du Rond-Point, 185 – 6060 Gilly  
071/283.611

Ce trimestriel est gratuit  
et ne peut être vendu

Ce numéro a été tiré  
à 27.500 exemplaires

# Le Journal de la Restauration

BELGIË – BELGIQUE

P.B./P.P.

B – 78

Bureau de dépôt  
4099 Liège X  
P501408

TRIMESTRIEL – AVRIL – MAI – JUIN 2006 – N° 2 – BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

## En 2005, la Direction de la restauration se relooke!

Pour la Direction de la Restauration, l'année 2005 a été une année de transition. Et ce sera encore le cas en 2006. Sur base de deux audits, l'un de la Cour des Comptes, l'autre de la société Deloitte qui poursuit un coaching rapproché, la Direction a entamé une large restructuration qui concerne l'ensemble des volets de l'organisation interne du service : changement de Directeur, redéfinition des missions de la Direction, définitions des fonctions des agents, re-engineering des processus clés (fiches d'état sanitaire des monuments classés, certificat de patrimoine, octroi de subsides pour travaux sur monuments classés, contrôle technique et budgétaire des travaux), upgrading des outils informatiques, formations de mise à niveau et formations continues des agents, etc. Cette restructuration s'est couplée avec l'arrivée de cinq nouveaux architectes et le départ d'autres agents. La répartition de la gestion des dossiers de restauration a été actualisée en fonction de ces modifications. L'organigramme de la Direction a été aménagé en conséquence et les architectes sont désormais regroupés en deux pools qui assurent la prise en charge de l'ensemble du suivi des projets de restauration pour toute la Wallonie. Le premier pool est sous la supervision et la coordination de l'architecte Robert Lambert et regroupe les architectes Katia Honoré, Frédérique Vadi, Lambert Jannes et Bernard Pirson. L'autre pool est placé sous la supervision et la coordination d'André Lothaire et regroupe les architectes Marianne Francotte, Nadine Babylas, Géraldine Chaineux, Bernard Blockmans et Patrick Leclercq. Françoise Duperroy, architecte et Directrice de la Protection, assure la coordination du dossier de restauration de la cathédrale de Tournai, patrimoine mondial de l'humanité. En complément à ces deux pools, l'architecte Marie Pirlot assure, avec le concours de Josiane Vetsuspens, la gestion de tous les dossiers qui font l'objet d'un cofinancement européen soit des fonds structurels FEDER (objectifs 1, 2 et 5b), soit Interreg, soit qui relèvent des initiatives communautaires. Pour assurer le suivi des dossiers, les agents administratifs ont été regroupés dans un pool distinct, sous la supervision et la coordination de Philippe

Buxant, historien de l'art et archéologue, qui assiste également le Directeur. Désormais, la Direction comprend aussi une cellule budgétaire coordonnée par Frédéric Musette, chargée des engagements, du contrôle financier et des paiements aux bénéficiaires des subsides. Enfin, Jean-Christophe Scaillet et Jean-Marc Nenquin au sein de la cellule «ACT» s'occupent de l'appui et du contrôle technique des travaux de restauration. La réorganisation interne a pris une dimension particulière grâce au déménagement de l'ensemble du service qui était fort à l'étroit depuis plusieurs années. La Direction de la Restauration est à présent installée au n° 2 de la rue des Brigades d'Irlande, sur deux étages, le troisième étant occupé par la Direction de la Protection dont la proximité reste indispensable.

Dans ce contexte de transition, en moyenne pour l'année, environ 456 dossiers ont été en cours de traitement, dont 103 dossiers de restaurations (et 13 études préalables) ont été finalisés pour un montant de 18,176 M€ soit environ 90% des crédits alloués à la restauration. En termes de paiements, le service a ordonnancé 18,204 M€ soit environ 95,7% des crédits alloués. Parmi la vingtaine de projets de restauration qui se sont achevés en 2005 (engagés en 2004 ou avant), on peut évoquer : Ath, le Château Francqué ou du Coron : restauration des façades et toitures; Liège, la salle académique de l'Université : restauration générale; Jambes, le donjon d'Anhaive : restauration générale avec le concours de la Fondation Roi Baudouin; Mons, maison, Grand-Place : restauration des façades; Stavelot, ancienne abbaye, réfectoire des moines : pose d'une moulure en staff; Theux, immeuble rue de la chaussee, remplacement de châssis; Verviers, ferme de la Moinerie : stabilité des murs existants; Liège, immeuble sis place de Bronckart : renouvellement de l'enduit et mise en peinture; Assesse, château-ferme d'Arche à Maillen : restauration des toitures de la grange et de l'aile sud; Tournai, cathédrale Notre-Dame : étançonnement du chœur gothique et stabilisation de la tour Brunin.

Dès 2005, la Direction de la restauration a entamé un cycle de «journées d'études» qui doivent se dérouler deux ou trois fois par an, pour aborder et débattre des problématiques spécifiques aux pratiques quotidiennes de restauration des

monuments classés, en présence de toutes les parties concernées par ces différents sujets. En octobre, la première version a connu un franc succès. Elle était consacrée à la spécificité des marchés publics pour la restauration. La deuxième journée s'est déroulée le mardi 25 avril 2006 aux Moulins de Beez à Namur et a été consacrée aux «études préalables» aux travaux de restauration (pour plus de renseignements, consulter le site de la DGATLP), sujet d'actualité pour notre secteur.

Tous ces changements sont destinés à améliorer la gestion administrative des projets de restauration au profit du patrimoine et des propriétaires de monuments classés. Toute une équipe motivée se mobilise et déploie beaucoup d'énergie pour actualiser cette gestion. Cette réorganisation en cours peut provoquer quelques désagréments pour lesquels nous vous prions de nous excuser, en sollicitant l'indulgence de tous. Pierre PAQUET.

## Les orgues de Wallonie et leur restauration

Entre 1997 et 1998, la DGATLP a publié, dans la collection *Inventaires thématiques*, dix volumes consacrés au répertoire complet de tous les orgues conservés en Wallonie. Cet inventaire exhaustif a permis de mesurer l'ampleur de ce patrimoine méconnu et très riche. Du reste, au fil du temps, six de ces instruments ont été inscrits sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel de Wallonie; il s'agit des orgues des églises de Longueville (Chauumont-Gistoux), de Marcq (Enghien), de Flône (Amay), de Steinbach (Gouvy), mais aussi de la chapelle de Volière et de l'abbaye de la Paix-Notre-Dame à Liège.

D'autres orgues remarquables ont également fait l'objet d'une procédure de classement, mais ils sont malheureusement parfois dans un état désastreux. C'est ce qui a poussé la Région wallonne à débloquer les subsides, correspondant à 60% du total des travaux, pour la restauration de l'orgue de l'église Saint-Pierre de Glabais (Genappe), la différence devant être prise en charge par d'autres intervenants (Commune, Province, Conseil de fabrique...).

Ce financement complémentaire n'est pas toujours aisé à réaliser. C'est dans cette perspective que deux autres instruments classés et remarquables ont été inscrits sur la liste de l'IPW; il s'agit de l'orgue de l'église du Christ-Roi aux Waibes (Thuin) et de l'église Sainte-Lucie à Mortroux (Dalhem). L'IPW épaula les propriétaires dans leurs démarches administratives et surtout recherche avec ces derniers des mécènes potentiels.

Attention à l'avis important, p. 20

## La Maison du Peuple de Poulseur



La Maison du Peuple à Poulseur © IPW

La Maison du Peuple de Poulseur a été achetée par la commune de Comblain-au-Pont en 1997 dans le cadre d'une opération communale de développement rural en vue de réaliser un projet d'occupation mixte. L'étude de faisabilité, réalisée en 1998 par l'auteur de projet désigné, a servi de base à la réflexion et une procédure de certificat de Patrimoine a pu être instituée en 1999.

La Maison du Peuple de Poulseur, construite en 1921 par des ouvriers carriers sprimontois, a été classée comme Monument suite à un arrêté du 13 mai 1998 en ce qui concerne ses façades et ses toitures, mais aussi en ce qui concerne les décorations intérieures de sa salle des fêtes, les plafonds de ses pièces au rez-de-chaussée, les carrelages de son café, les parquets du premier étage, ses portes intérieures, ses cages d'escaliers et ses rambardes en fer forgé.

La commune a décidé de mener une vaste entreprise de restauration et de réaffectation du bien en partenariat avec l'IPW. En effet, la Maison du Peuple, considérée comme un bien en danger, a été inscrite sur la liste de l'IPW le 15 mars 2001 afin d'épauler la commune dans le montage du dossier. Depuis cette date et après bien des vicissitudes liées à l'occupation future des lieux, un projet cohérent d'affectation a pu être arrêté : le bâtiment est destiné à accueillir une Maison de Village, un espace polyvalent dans l'ancienne salle des fêtes,

ainsi qu'une conciergerie, le tout pour un montant de travaux estimé à 1.158.000€ TVAC.

En décembre dernier, sur proposition de Michel Daerden, le Gouvernement a approuvé le projet de restauration et de réaffectation de la Maison du Peuple et l'octroi à la commune de Comblain-au-Pont, propriétaire, d'une subvention de près de 518.000€ TVAC, correspondant à une intervention à hauteur de 80% sur les parties classées. Sollicitée par l'Institut, la Province de Liège s'est également engagée à intervenir à concurrence de 10% du coût des travaux sur les parties classées.

Enfin, un subside d'un montant de 658.000€, émanant du Ministère de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme - Développement rural, a également été réservé en faveur de la commune. Le chantier de restauration a débuté le 6 mars 2006.

La polyvalence et la diversité des activités feront de l'ancienne Maison du Peuple une infrastructure de premier plan pour le développement et le soutien de la vie locale.

## Les moulins à vent de la Marquise à Moulbaix (Ath) et de Saintes (Tubize)

Classé depuis le 24 juillet 1944, le moulin en bois de la Marquise, situé en plein cœur du pays d'Ath, sur la butte qui domine le village de Moulbaix, a été construit en 1747. Abandonné en 1937, il est muni d'un moteur électrique et remis en activité en 1942. Il est actuellement accessible toute l'année. Le Gouvernement wallon a fixé, en date du 22 décembre 2005, les subventions relatives à la restauration de la charpente, de la toiture et de la mécanique du moulin de Moulbaix à presque 324.000€.

Un autre moulin situé à Saintes sur la commune brabançonne de Tubize fait également l'objet d'un projet de restauration. Élevé en 1775, le moulin d'Hondzocht est également classé comme monument par arrêté du 4 avril 1944. Ce moulin en briques à calotte tournante connaît une première remise en état entre 1954 et 1955. En 1973, il subit une seconde phase de restauration et est pourvu de nouvelles ailes. Le moulin est désaffecté depuis 1979 et inscrit sur la liste de l'Institut du Patrimoine wallon (IPW) depuis le 10 juin 1999. Ses propriétaires viennent de céder le bâtiment par bail emphytéotique à l'Intercom-

munale du Brabant wallon (IBW) qui s'associe à la province du Brabant, à la commune de Tubize et à l'IPW afin de procéder à la restauration du moulin, laquelle débouchera sur la création d'un Centre d'interprétation de la meunerie. La province et la commune apportent leur aide financière tandis que l'IBW et l'IPW apportent leur aide administrative et technique à la sauvegarde de ce moulin dans le cadre d'une convention de partenariat.

Considérant que le bien est affecté à l'usage collectif, la subvention octroyée par la Région wallonne représente 80% (environ 584.000€) du montant total des travaux relatifs aux parties classées.

## Deux fermes seigneuriales restaurées : La Ramée à Jauchelette et Clémarais à Aubange

Patrimoine exceptionnel de Wallonie depuis 2002, la ferme seigneuriale de l'abbaye de La Ramée à Jauchelette s'est vu octroyer un subside de plus de 2.000.000 euros pour la réalisation du projet de restauration des façades et toitures et pour la mise en œuvre des travaux de stabilité du bâtiment afin que ce dernier continue à être un haut lieu d'événements culturels, familiaux et d'entreprises.

C'est dans ce même esprit de promotion du patrimoine et de la culture que le Ministre du Patrimoine vient d'accorder à la commune d'Aubange une subvention de plus de 500.000 euros pour restaurer et aménager en Syndicat d'initiative la ferme du domaine de Clémarais, seul vestige du second château de Clémarais élevé au XVIII<sup>e</sup> siècle.



La grange de l'ancienne abbaye de La Ramée. G. Focant, DPat © MRW

## Plusieurs châteaux bientôt en travaux

La Wallonie regorge véritablement de châteaux. Ceux qui sont classés bénéficient d'une large intervention de la Région wallonne - 60% du coût total des travaux pour les monuments classés et 95% pour le Patrimoine exceptionnel - dans le cadre de restauration ou d'aménagement. Durant le second semestre de l'année 2005, le Ministre du Patrimoine a reversé plus de 2,2 millions d'euros pour certains d'entre eux.

Le château Le Fy (Esneux), classé comme monument le 1<sup>er</sup> avril 1986 et inscrit sur la liste de l'Institut du Patrimoine wallon, ceux de Rixensart et du Rœulx, tous deux Patrimoine exceptionnel, celui de Baudignies (Tournai), classé depuis le 22 juillet 1981, et, enfin les châteaux de Jehay (Amay) et de Baelen (Henri-Chapelle), classés depuis le 4 octobre 1974, en sont les grands bénéficiaires.

Ainsi, le 22 septembre 2005, le Gouvernement wallon a octroyé deux subventions : la première est fixée à 1.351.000€, en vue de restaurer les façades, les toitures et le rez-de-chaussée du château Le Fy, la seconde, pour la première phase des travaux de consolidation des fondations de l'aile est du château de Rixensart, à 354.000€. De même, le 15 décembre, le Gouvernement a approuvé des travaux supplémentaires de restauration à effectuer aux châssis du château du Rœulx et a accordé pour



Le château de Rixensart. G. Focant, DPAT © MRW

ceux-ci un subside de 54.000€. À la même date, un subside de 51.000€ a été octroyé pour la restauration des façades des dépendances du château de Jehay en vue d'y aménager un centre d'accueil et d'exposition temporaire. Enfin, le 22 décembre, le Gouvernement a ratifié les projets de restauration de la

charpenterie, des couvertures et des menuiseries extérieures de la tour du porche, du corps de logis et du fournil du château de Baudignies et celui du fronton du château de Baelen. Des subventions de 345.000€ et 46.000€ ont respectivement été octroyées.

## Collégiales en chantier



L'ancienne collégiale Saint-Ursmer de Binche. F. Dor, DOHC © MRW

Dès l'année 2005, la Région wallonne a débouqué de nombreuses aides visant à la restauration de nos collégiales. C'est, tout d'abord, la collégiale Notre-Dame de Huy qui en a bénéficié. Cet édifice gothique, bâti dès 1311, est classé comme monument depuis le 1<sup>er</sup> août 1933 et inscrit sur la liste du Patrimoine exceptionnel de Wallonie depuis 2002. La subvention (près de 84.000€), couvrant 95% du montant des travaux en raison du caractère exceptionnel du bien, a porté sur des réparations urgentes à effectuer à la toiture de la tour occidentale.

Deux autres monuments du Patrimoine exceptionnel ont également bénéficié du même taux de subsidiation : l'église Saint-Hadelin de Celles (Houyet) et la collégiale Notre-Dame de Dinant. La première, classée depuis le 18 juin 1947, est l'un des plus beaux exemples de l'architecture mosane de l'époque romane. Elle bénéficie d'une intervention régionale de 144.000€ pour restaurer ses toitures et ses maçonneries extérieures. La seconde, classée depuis le 21 avril 1941, profitera d'un subside de 20.000€ relatif aux travaux d'étalement provisoire du porche méridional.

Enfin, la Région wallonne a accordé des subventions correspondant cette fois à 60% du montant global des travaux, taux classique des travaux de conservation sur les monuments classés, affecté aux collégiales Saint-Ursmer de Binche et Saint-Hadelin de Visé. Un montant de près de 199.000€, dédié à la restauration des toitures et des zingueries du chœur et de la sacristie, ainsi qu'aux travaux de traitement de la mûre, est octroyé à la première, sanctuaire roman du XII<sup>e</sup> siècle protégé par le classement depuis le 15 janvier 1936. La seconde, classée depuis le 25 janvier 1935, a, quant à elle, bénéficié de 266.000€ pour la réparation des toitures et des maçonneries du chœur.

## Quelques belles églises bientôt en restauration

Le Gouvernement wallon a, dans le courant de l'année 2005, octroyé des subventions pour la restauration de quelques belles églises classées de toutes les époques. L'essentiel des subsides est affecté à la remise en état des toitures. C'est le cas de l'église gothique de Saint-Martin à Marcq (Enghien), de l'impressionnante église néo-classique de Saint-Remacle à Verviers et de l'église Saint-Jean l'Évangéliste de Beaufays (Chaudfontaine).

Ce dernier sanctuaire est, en réalité, l'église de l'ancien prieuré de Beaufays, entièrement reconstruit dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. En 1991, une importante campagne de restauration s'était achevée et avait été couronnée par le prix du patrimoine culturel 1991 de l'*European Conservation Awards*. Le subside accordé l'année passée à la commune de Chaudfontaine permettra de parfaire ce travail général de remise en état grâce à des interventions qui porteront sur les façades, les toitures et charpentes de la tour, et sur les vitraux.

Enfin, un subside de plus de 500.000€ a été accordé à la commune d'Ittre pour une restauration globale de l'église Saint-Laurent de Haut-Ittre. Ce bâtiment, d'origine romane et caractérisé par sa massive tour en grès du XII<sup>e</sup> siècle, a été agrandi à plusieurs reprises au fil des siècles.

## Jodoigne, chapelle Notre-Dame du Marché

Aisément repérable à son clocher hélicoïdal, la chapelle Notre-Dame du Marché occupe une position stratégique au cœur de Jodoigne. Construite au XIV<sup>e</sup> siècle en style gothique, elle a connu plusieurs phases de reconstruction, mais cette chapelle d'importantes dimensions est restée toujours une filiale de la paroisse Saint-Médard. Érigée en pierre de Gobertange, elle se compose d'une tour massive de 4 niveaux, d'une nef unique de 2 travées et d'un chœur, à abside polygonale, dont l'état actuel remonte au deuxième quart du XVII<sup>e</sup> siècle.

Depuis plusieurs années, la Fabrique d'église et l'Association «Les amis de la chapelle du Marché» réfléchissaient à un projet d'affectation respectueux de l'édifice et garant de sa réinsertion dans la vie urbaine. L'appui de l'IPW depuis 1999 ainsi que l'intervention financière de la Commune et de la Province permettent aujourd'hui de concrétiser ce projet dont l'originalité et la spécificité résident dans la double affectation du lieu. Ainsi, après déplacement des autels latéraux, le chœur sera réservé au culte, tandis que la nef sera équipée pour accueillir des spectacles, des concerts ou des expositions.

La procédure de certificat de patrimoine initiée en 2001 a abouti le 24 mai 2005 à la délivrance de celui-ci. Les travaux de restauration et de réaffectation estimés à 1.800.000€ TVAC devraient débu-

ter en 2006 après l'obtention de l'arrêté de subsidiation. Le dossier a été soumis à l'Administration et le chantier sur parties classées devrait donc être subsidié par la Division du Patrimoine à raison de 80% pour la zone culturelle et de 60% pour la zone culturelle.

## Anciennes casemates hollandaises à Mons



*Les anciennes Casemates de Mons.*  
F. Dor, DOHC © MRW

En décembre 2000, la Région wallonne, propriétaire des Casemates de Mons, a délégué à l'IPW la maîtrise d'ouvrage pour la restauration des façades du bâtiment. Le cahier des charges, préalablement élaboré au sein du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports en 1997, a été transmis à l'Institut de même que l'enveloppe budgétaire réservée à ce premier chantier (1.725.000€ TVAC). Pour les travaux, qui ont débuté en août 2003, il était initialement prévu de décaper le cimentage de surface et de ragréer ponctuellement les maçonneries. Or, la tâche s'est révélée plus étendue que prévu puisque c'est un épouillage systématique des maçonneries qui s'est imposé, suivi d'un reappareillage de l'ensemble des zones touchées. Face à cette situation imprévue, l'IPW et la Direction de la Restauration ont consulté le CSTC (Centre Scientifique et Technique de la Construction) et l'ISSEP (Institut Scientifique de Service Public) afin d'obtenir leur avis sur le traitement à mettre en œuvre sur les façades. Un badigeon a donc été appliqué non seulement en vue de procéder à l'uniformisation esthétique, mais aussi d'assurer la protection des murs de briques contre les intempéries. Le choix de la teinte, opéré par l'IPW en collaboration avec la Direction de la Restauration, s'est porté sur un blanc coquille d'œuf, de manière à ne pas laisser transparaître les efflorescences de sels, présents dans les maçonneries. L'ensemble de l'opération s'est achevé en été 2005.

Le 11 février dernier a eu lieu le premier événement organisé au sein du bâtiment derrière les façades restaurées. Il s'agissait de l'anniversaire de Wallimage, pôle régional wallon de l'audiovisuel. Cet événement coïncidait avec le lancement du Festival international du Film d'Amour qui se déroule annuellement à Mons. À cette occasion, l'IPW a édité une plaquette de présentation de la restauration des anciennes Casemates.

## Restauration de Saint-Barthélemy de Liège

Le 28 mars 2006, l'ancienne collégiale Saint-Barthélemy, fondée en 1015, a été inaugurée en grande pompe par Michel Daerden, Vice-Président du Gouvernement wallon et Ministre en charge du Patrimoine. L'importance de l'événement était à la mesure de l'importance du chantier de restauration qui, en raison du caractère exceptionnel du bâtiment, a été financé à 95% par la Région wallonne, le solde restant étant pris en charge par la Province et la Ville de Liège.

Le projet de restauration, qui s'est étalé sur plusieurs années, a abouti à un lifting complet de l'église, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du sanctuaire. L'état général de dégradation de l'édifice était tel qu'il a été nécessaire de stabiliser le matériau, en l'occurrence le grès houiller, en recouvrant l'ensemble des façades d'un enduit protecteur, s'inspirant pour ce faire de certaines églises romanes d'Allemagne, telle Saint-Georges à Limburg-an-der-Lahn.

Quant à l'intérieur, le parti a été pris, d'une part, de restituer l'état du XVIII<sup>e</sup> siècle en repeignant les murs dans une teinte grisée confirmée par les études archéologiques, d'autre part, de laisser libres les tribunes romanes de l'avant-corps - où sont placés les célèbres fonts baptismaux - en installant l'orgue de Merklin sur une dalle placée dans la nef à huit mètres de hauteur.

Enfin, corollairement à cette restauration, une importante campagne de fouilles archéologiques a permis de révéler l'existence d'une église antérieure à l'édifice actuel et de mieux comprendre la chronologie de la construction et des modifications que connut le bâtiment au fil des siècles.

Bref, un édifice majeur du patrimoine liégeois et wallon qui revit.



*L'ancienne collégiale Saint-Barthélemy restaurée.*  
G. Focant, DPAT © MRW



*Chapelle Notre-Dame à Jodoigne.*  
G. Focant, DPAT © MRW

# Les Nouvelles de l'Archéologie

TRIMESTRIEL – AVRIL – MAI – JUIN 2006 – N° 2 – BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

## Villers-la-Ville. La porterie de l'ancienne abbaye cistercienne

Le Service de l'Archéologie en Brabant wallon (MRW) et l'Abbaye de Villers-la-Ville asbl ont clôturé en septembre 2005 les fouilles de la porterie de l'ancienne abbaye cistercienne de Villers-en-Brabant (1146-1796). Au début de l'année 2006, deux archéologues ont été engagés en vue de la réalisation du rapport final. L'objectif premier des fouilles est d'établir le cahier des charges archéologiques de la porterie, préventivement aux travaux de réhabilitation comme entrée pour les visiteurs.



*Chantier de fouilles de la porterie de Villers. Vue vers l'ouest. Au premier plan, quelques restes du soubassement de la porterie intérieure. À l'arrière plan, à une trentaine de mètres, la porte de Bruxelles ©MRW*

La porterie se situe à l'extrémité occidentale du site, à une centaine de mètres au sud-ouest de l'église, sur la rive gauche de la rivière Thyle. Il s'agissait d'un complexe qui s'articulait autour de deux bâtiments (deux porteries). Ces deux porteries, distantes d'une trentaine de mètres et reliées entre elles par une voie entre deux murs, étaient percées au rez-de-chaussée d'un passage piéton et d'un passage charretier.

Dans un système de double porterie d'une abbaye, la porterie extérieure, intégrée à l'enceinte, permettait d'accéder au grand enclos (moulin, ferme). La porterie intérieure, implantée plus près des lieux réguliers, constituait la porte principale du complexe et le dernier passage avant de pénétrer dans le petit enclos (hôtellerie, église, bâtiments monastiques).

La porterie servait essentiellement à contrôler l'entrée et la sortie des personnes et des marchandises. Elle était le lieu d'échange et de contact entre le monde laïc et le monde sacré des moines.

D'après les derniers résultats des fouilles, la configuration primitive du complexe d'entrée villerois au début du XIII<sup>e</sup> siècle s'articulait probablement autour d'une porterie unique qui allait devenir la porterie intérieure. En relation avec la première porterie, les fouilles ont mis au jour un grand bâtiment ainsi que des murs isolés de grande épaisseur qui pourraient appartenir à l'enceinte primitive de l'abbaye. Un autre mur, percé d'un portail, situé entre le grand bâtiment et le mur d'enceinte, délimitait une cour d'entrée au-devant de la porterie primitive.

Vers 1280, la porte extérieure dite porte de Bruxelles fut construite à l'ouest de ce dispositif. Cet imposant bâtiment de style gothique, homogène tant en élévation qu'en plan, est le fruit d'une parfaite unité de conception et de construction. Avec

ses hauts pignons, il était le premier édifice qui s'offrait aux yeux des visiteurs de l'abbaye.

Si un grand nombre d'abbayes cisterciennes médiévales sont conservées en Europe, peu de porteries subsistent. À ce titre, la double porterie de Villers constitue un exemple remarquable parmi les structures d'accueil des grandes abbayes cisterciennes. L'étude de ce complexe monumental apportera des données nouvelles dans la compréhension de l'abbaye de Villers-en-Brabant du Moyen Âge à la fin des Temps Modernes. Quant à la porte de Bruxelles, elle doit être considérée comme un témoin important d'architecture de porterie cistercienne médiévale tant sur les plans architectural, technique et historique que social. Patrice GAUTIER.  
Abbaye de Villers : [www.villers.be](http://www.villers.be)

## L'hôtel Biolley

La famille Biolley est intimement liée à l'industrie textile à Verviers dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Avant 1830, Raymond de Biolley fait ériger un Hôtel au cœur des usines familiales en Sommeleville. Largement impliqué dans la vie économique et politique belge de son époque, il aura l'occasion d'y accueillir à plusieurs reprises les membres de la famille royale.

L'édifice est aujourd'hui l'un des principaux témoins de la florissante entreprise des Biolley dans ce quartier de la ville. L'activité industrielle dans le domaine du textile périclita à Verviers dès le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle et les usines disparaissent les unes après les autres.

En 2001, l'Hôtel de Biolley, place Sommeleville à Verviers, est devenu propriété de la Fondation Roi Baudouin, qui en a confié le projet de réhabilitation à un Fonds présidé par l'Administrateur général de l'Institut du Patrimoine wallon. Dans ce cadre, une étude archéologique préalable a été menée dans le courant de la même année. Cet examen préliminaire ne répondait pas encore aux demandes précises d'un projet bien défini à l'époque. L'approche s'avérait dès lors globale et généraliste.



*L'hôtel Biolley à Verviers © IPW*

L'objectif était double. D'une part, l'analyse archéologique permettrait d'appréhender au mieux l'évolution matérielle de l'édifice depuis son érection jusqu'à nos jours. D'autre part, elle pointerait les études complémentaires indispensables avant toute campagne de restauration.

L'étude archéologique, complétée d'un examen de diverses sources d'archives, a permis de mettre en évidence sept phases principales d'aménagement, chacune inspirée du mode de vie de leur époque et reflétant l'apogée, puis le déclin progressif de l'entreprise des Biolley. Le programme décoratif originel apparaît d'un grand raffinement. Il serait judicieux de réaliser une étude complète des décors peints des principales salles de réception et d'un ensemble de papiers peints du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qui mériteraient également une analyse approfondie. Michèle DOSOGNE.

**Attention à l'avis important, p. 20**

## Un château sous la loupe : Walhain-Saint-Paul

Le château de Walhain-Saint-Paul (Brabant wallon) a été classé comme monument en 1955. De cet ensemble philippin caractéristique dans le paysage brabançon aux vestiges ponctuel-



Vue du donjon. L. Verslype © CRAN/UCL

lement menacés, subsistent un donjon de la fin du XII<sup>e</sup> siècle, une partie des courtines du XIII<sup>e</sup> siècle et de la grande salle résidentielle moderne des XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. Les parties hautes du donjon ont disparu, le portail du châtelet d'entrée a été intégralement démantelé et le pont-levis a été remplacé par un chemin en remblai recoupant les fossés médiévaux. Cette ruine, consécutive à l'abandon complet du château peu après la Révolution française, ne s'est cependant accélérée que vers 1900, si l'on en juge par plusieurs photographies anciennes. L'écrin naturel du monument a été classé comme site en 1980. Sa qualité est essentiellement de nature historique et archéologique : les reliefs des fossés et des talus, la végétation même, constituent des sujets à part entière des études archéologiques. La septième des campagnes conduites depuis 1998 par le Centre de Recherches d'Archéologie nationale de l'Université catholique de Louvain est d'ores et déjà en préparation.

Le cadre de ces campagnes est particulier à trois égards. En premier lieu, il

s'agit d'une fouille programmée en site classé où ni l'urgence ni l'obligation d'exhaustivité immédiate ne priment évidemment. À la préservation et à la valorisation du site et des vestiges répond une logique mesurée de recherche interdisciplinaire. En deuxième lieu, il s'agit d'un chantier-école qui cadre bien avec cette préoccupation. Le site soumis à l'analyse permet, en effet, d'initier des étudiants néophytes aux techniques de fouilles archéologiques, à l'analyse du bâti en place, ainsi qu'aux sciences du paléoenvironnement. Enfin, cette recherche et ce chantier-école font l'objet d'un partenariat entre l'Université catholique de Louvain et les Universités nord-américaines du Kansas-Lawrence et d'Eastern Illinois-Charleston.

Deux secteurs livrent peu à peu leurs secrets. La vaste terrasse de la basse-cour est aménagée sur les flancs du valon limoneux baigné par le ruisseau de Chevequeues. Les niveaux supérieurs d'occupation y ont révélé les vestiges des fermes du XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle, puis de plus vastes bâtiments d'exploitation du XVI<sup>e</sup> siècle, occupés jusqu'à la première décennie du XVII<sup>e</sup> siècle et que les comptes de la seigneurie documentent assez bien. L'examen archéologique et pédologique des stratigraphies profondes de la basse-cour et des douves,



Fouille des édifices modernes de la haute cour. L. Verslype © CRAN/UCL

assorti d'analyses chimiques et palynologiques combinées, nous aident à restituer l'environnement naturel, l'évolution de sa topographie particulière et les activités agricoles depuis leurs origines, entre le XI<sup>e</sup> siècle peut-être et la fin de l'Ancien Régime. La haute-cour est le second lieu d'investigation. Les origines de la motte et du donjon à la fin du XII<sup>e</sup> siècle, puis la construction des courtines font essentiellement l'objet d'examen architecturaux et de forages stratigraphiques profonds. Les données archéologiques y fournissent actuellement de nouvelles informations sur le sort du château au XVIII<sup>e</sup> siècle, partiellement maintenu en activité jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, avec la basse-cour, à des fins agricoles et d'élevage. Laurent VERSLYPE.

## Le site préhistorique du Trou Al'Wesse (province de Liège)

La grotte du Trou Al'Wesse se situe sur la rive droite du Hoyoux dans la réserve naturelle de Modave. Découverte et fouillée en partie au XIX<sup>e</sup> siècle, le site fait l'objet de nouvelles recherches par le Service de Préhistoire de l'Université de Liège et les Chercheurs de la Wallonie depuis 1988, soutenus par le Ministère de la Région wallonne (DGATLP).



Vue de la pendeloque en os. Cliché. M. Van Dorp 2005 © ULg, Service de Préhistoire

Le site du Trou Al'Wesse est l'une des dernières grottes en Wallonie à conserver presque intacte une longue séquence sédimentaire. Elle s'étend sur plus de 60.000 ans et comprend des occupations de l'homme de Néandertal (Moustérien), des premiers hommes modernes (Aurignacien), des derniers chasseurs-cueilleurs (Mésolithique) et des premiers agriculteurs (Néolithique).

La couche néolithique, identifiée comme Rubanée d'après la présence de tessons de céramique, a également livré un objet unique en Belgique. Il s'agit d'une petite pendeloque perforée, en os, imitant une croche de cerf. Bien connu dans les sites néolithiques du Bassin parisien en contexte funéraire, ces objets ornaient des colliers ou des habillements. Cette tradition est attestée depuis le début du Paléolithique supérieur.

L'état d'avancement des fouilles ainsi que le résultat des recherches peuvent être consultés sur : <http://www.paleolithics.com>. Rebecca MILLER.

## Les activités du Service de l'Archéologie en province de Namur

En ce début d'année 2006, les efforts du Service de l'Archéologie en province de Namur se sont concentrés sur le centre urbain ancien de la capitale wallonne. L'opération d'archéologie préventive, entamée en 2005 sur le site de l'ancienne école des Bateliers, se poursuit. Déclarés «site d'activité économique désaffecté», les bâtiments laisseront bientôt la place au nouveau Musée archéologique de Namur, qui occupait l'ancienne Halle Al'Chair depuis 1855. L'étude archéologique du bâti, s'appuyant sur une recherche historique préalable, a d'ores et déjà permis d'enregistrer des résultats intéressants. Elle a permis d'identifier les différentes phases de construction, transformation et réaménagement des bâtiments, depuis les hôtels particuliers des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, en passant par l'établissement des Carmélites au XIX<sup>e</sup> siècle pour terminer par l'école des Bateliers, en activité jusqu'il y a une trentaine d'années. Suite à cette 1<sup>re</sup> phase, ayant permis une lecture attentive du bâti et une approche partielle du sous-sol recelant les niveaux médiévaux et romains, la fouille préventive globale du sous-sol devrait être particulièrement enrichissante...

Dès le printemps, un autre chantier d'envergure retiendra l'attention rue Basse-

Marcelle. Quelque 2.800 m<sup>2</sup> feront l'objet de la construction d'un vaste complexe immobilier de logements, bureaux et commerces. Le parking souterrain prévu sur trois niveaux portera atteinte de manière irrémédiable à cette zone à haute sensibilité archéologique (jouxtant la tour Baduelle et le tronçon de rempart attenant, vestiges de la troisième enceinte urbaine de Namur – monument classé par arrêté du 24/12/1958). Deux interventions ponctuelles en avaient déjà révélé l'important potentiel archéologique : un premier sondage réalisé en 1983 par le SOS Fouilles (M. de Waha) et une évaluation menée par le Service de Namur (J. Plumier) en 1993. Une recherche historique préliminaire laisse présager l'existence de vestiges bien plus importants encore...

Voilà pour le programme (très) chargé de la petite équipe du Service de l'Archéologie en province de Namur, sans compter les interventions à mener dans le cadre du suivi des certificats de patrimoine (Citadelle de Namur notamment) ou de permis d'urbanisme. Sur le plan de la sensibilisation du public au patrimoine, à l'Espace archéologique Saint-Pierre, l'exposition relative aux minières de Spiennes – patrimoine mondial de l'Unesco – a été prolongée jusqu'à la fin mai 2006. Elle laissera la place à partir de juin à une exposition consacrée aux résultats de la fouille de la nécropole mérovingienne de Grez-Doiceau. Un volet namurois permettra la comparaison avec les célèbres et riches nécro-

poles fouillées au XIX<sup>e</sup> siècle par la Société archéologique de Namur et ne manquera pas d'évoquer le cent cinquantième anniversaire de la vénérable société en guise de prélude à l'installation des collections dans son nouvel écrin des Bateliers. Liliane HENDERICKX.

*Remarque : le prochain numéro de La Lettre du Patrimoine contiendra un article consacré aux activités du Service de l'Archéologie en province de Liège.*

## Archaeologia Mediaevalis 29 – Gent 2006

La vingt-neuvième édition d'Archaeologia Mediaevalis s'est déroulée à Gand les 17 et 18 mars derniers. Elle a permis aux orateurs de présenter brièvement les résultats de leurs travaux récents relatifs à l'archéologie du Moyen Âge et des Temps modernes en Belgique et dans les régions limitrophes.

Cette année encore de nombreuses contributions ont permis d'évaluer le large spectre sur lequel s'étend le travail des archéologues dans ce domaine. Ainsi, les travaux de restauration de l'église Saint Laurent à Ename (Flandre orientale) ont permis la mise au jour de peintures murales s'échelonnant entre le XI<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècle (Marjolein Deceuninck). Dans le cadre de la reconnaissance du beffroi communal de Gembloux (Namur) comme Patrimoine mondial par l'UNESCO, l'analyse complète de son élévation, appelée aussi archéologie du bâti, a abouti à mieux connaître ses origines médiévales et son évolution architecturale (Jean Plumier). Ce type de recherches, appliqué tant dans le cadre de sites urbains que ruraux, est complété par l'étude du matériel découvert en parallèle dans le sous-sol, telle la céramique médiévale et moderne issue du site rural d'Esplechin (Hainaut) effectuée par Sophie Challe.

L'importance de l'interdisciplinarité a également été illustrée par le recours systématique aux documents historiques, tels les plans cadastraux dans le cadre de l'élaboration d'un atlas du sous-sol archéologique pour la Région de Bruxelles (Marc Meganck) ou encore l'inventorisation systématique sur support informatique de la clé des archives des Échevins de la Souveraine Justice de Liège (Geneviève Coura).

Les études présentées ainsi que de nombreuses autres recherches ont fait l'objet d'une publication de plus de deux cent pages distribuée à chaque participant. À vos agenda : la trentième édition est d'ores et déjà planifiée à Bruxelles les 16 et 17 mars 2007.



Carte postale ancienne.  
L'ancienne école  
des Bateliers



Vue d'ensemble des fouilles de l'Archéoforum.  
D. Henrard © MRW

Depuis août 2005, l'Institut du Patrimoine wallon a engagé sept personnes qui œuvrent sur les sites de l'Archéoforum et de la place Émile Dupont à Liège. Cette équipe, dont la coordination scientifique est assurée par le Ministère de la Région wallonne, est composée de trois archéologues, deux dessinateurs, un technicien et un opérateur. Leur mission comprend deux volets spécifiques. L'un a trait aux expertises et aux études archéologiques, l'autre couvre la conservation de ces deux sites à caractère muséal.

En ce qui concerne la place Saint-Lambert, la recherche archéologique porte principalement sur les dépôts et sur les structures attribués à la période

## Places Saint-Lambert et Émile Dupont à Liège : recherches archéologiques et conservation patrimoniale

gallo-romaine (du I<sup>er</sup> au V<sup>e</sup> siècle). Plus concrètement, les objectifs poursuivis visent, d'une part, la détermination des principales phases de construction du bâtiment romain et, d'autre part, l'appréhension de la topographie de la place Saint-Lambert à cette époque, notamment de manière à mieux comprendre les choix d'implantation de l'édifice.

Les bâtiments 9 et 10 de la place Émile Dupont ont conservé la majeure partie d'un édifice médiéval remontant au XIV<sup>e</sup> siècle et qui appartenait au complexe de l'abbaye Saint-Jacques. Cet espace accueillera prochainement le Centre wallon d'Archéologie du Bâti (CWAB). Une fouille diagnostique du sous-sol y est en cours. L'objectif est de compléter l'état de connaissance du site tel qu'il est proposé par l'étude du bâti et les sources historiques. Les données collectées permettront aussi de conseiller le maître d'ouvrage dans le

cadre des travaux d'aménagement du CWAB.

En l'état actuel des recherches, plusieurs problématiques pourront être soulevées : – le phasage architectural du site et sa chronologie ; – le statut urbanistique de l'édifice du XIV<sup>e</sup> siècle au sein du complexe abbatial ; – le mode d'intégration du biez (actuellement réaménagé en cave), dans le programme architectural du XIV<sup>e</sup> siècle ; – les niveaux d'occupations médiévales à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment.

Quant aux activités conservatoires menées sur les deux sites, elles ambitionnent dans un premier temps la réalisation d'un état des lieux sanitaires des vestiges. Dans un second temps, des actions préventives et curatives indispensables à la pérennité de ce patrimoine remarquable pourront être mises en place. Denis HENRARD.

## Reconnaissances archéologiques des niveaux de circulation de l'église paroissiale Sainte-Marie-Madeleine à Tournai : premiers résultats

Le projet de construction de l'église gothique Sainte-Marie-Madeleine est dû à l'initiative de l'évêque Gauthier de Marvis (1219-1252). Les travaux débutent par le chœur en 1252 et sont achevés par la façade ouest au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Derrière les tours occidentales, se succèdent une nef basilicale à quatre travées sur deux niveaux, un transept non saillant et un chœur de plan rectangulaire. L'édifice est désaffecté depuis 1965.

Dans le cadre des perspectives de restauration et de réaffectation de l'ancienne église paroissiale, l'Institut du Patrimoine wallon a décidé de procéder à la reconnaissance des niveaux de circulation, exécutée par le Centre de Recherches d'Archéologie nationale de l'U.C.L. (sous la direction du Professeur R. Brulet). Cette opération a pour but le relevé et l'enregistrement des états successifs des sols et leur chronologie des origines à nos jours.

La documentation exploitée renseigne essentiellement sur la livraison de pavement à l'église postérieure à l'année 1566, c'est-à-dire après le passage des iconoclastes le samedi 26 août 1566. Le pavement actuel en pierre calcaire et marbre remonte, quant à lui, à 1821-1824.

Les deux sondages réalisés dans le chœur ont permis l'étude de cinq niveaux de circulation. Le niveau le plus ancien, antérieur au XVI<sup>e</sup> siècle, est matérialisé par un mortier de pose portant le négatif

de carreaux de terre cuite de format 13x13 cm et/ou 5,5x5,5 cm posés sur pointe ou non. Il est jointif aux banquettes de chœur adossées aux murs gouttereaux de l'église. Les tomettes de format 13x13 cm sont réutilisées de manière partielle pour le niveau sus-jacent et posées à joints alternés contre la banquette sud. Elles révèlent l'emploi de pavement émaillé par la présence de vernis sur les tranches et l'usure avancée par l'absence de la glaçure plombifère et de l'argile rouge cuite de surface. Le remploi est également observé dans l'agencement de fragments pour former un seul carreau. L'usage de matériaux de récupération, passablement dégradés, appliqué à l'endroit le plus sacré de l'édifice paraît symptomatique de l'étréitesse des ressources de la paroisse. À l'utilisation de carreaux de terre cuite et de banquettes de chœur succèdent trois niveaux de sol constitués de pierre calcaire. Le premier, composé de dalles et de carreaux calcaires, paraît avoir constitué, plus qu'une aire de circulation, l'assise d'un aménagement liturgique par l'absence d'uniformité dans la forme et la disposition des matériaux, par le traitement de surface des carreaux de ciselures variables sans autre finition ni polissage et par la qualité médiocre du calcaire. La pose du dernier carrelage est précisément datée de 1821-1824.

Le sondage exécuté dans la nef centrale au niveau de la quatrième travée n'a apporté aucune connaissance relative

aux niveaux de circulation, mais a confirmé l'absence de mur de chaînage sous l'arc triomphal.

Le sondage du collatéral nord, actuellement en cours, a indiqué par un examen de surface que le carrelage actuel, à cet endroit, est distinct de celui posé en 1821-1824. Il semble donc que seuls le chœur et la nef centrale ont été repavés à ces dates.

Si les premiers résultats de cette étude renseignent sur les phases post-médiévales, le niveau de circulation primitif, probablement détruit dans son ensemble, sera évalué en terme de degré altimétrique lors du sondage de reconnaissance autour d'une base de colonne de la nef. Cet examen devrait permettre de préciser les informations archéologiques pour les transmettre aux acteurs de la restauration et de la mise en valeur de l'édifice. Marianne DECKERS.



Vue de Sainte-Marie-Madeleine © P. Petters

# Publications et Manifestations

BELGIË – BELGIQUE

P.B./P.P.

B – 78

Bureau de dépôt  
4099 Liège X  
P501409

TRIMESTRIEL – AVRIL – MAI – JUIN 2006 – N° 2 – BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

## LA ROUTE DES ABBAYES

VALÉRIE DEJARDIN



### La Route des abbayes

L'Institut du Patrimoine wallon vient de lancer une nouvelle collection, les *Itinéraires du Patrimoine wallon*, constituée de guides richement illustrés et documentés, mais aussi agréables à lire et faciles à consulter. Axés sur la découverte active du Patrimoine de Wallonie, ces livres, destinés au grand public, constituent de véritables outils pratiques de visite de notre patrimoine décliné à travers différentes thématiques.

Le premier volume de cette collection, *La Route des abbayes*,

s'efforce de mettre en lumière un patrimoine hors du commun, celui des abbayes, à travers leur histoire, leur architecture et leur réaffectation.

Le sol wallon regorge véritablement de sites abbatiaux. Villers, Aulne, Orval ou Floreffe en sont des exemples renommés. Mais en y regardant de plus près, un nombre considérable d'abbayes, de prieurés et de monastères couvre la Wallonie. Ce nouvel ouvrage permet au lecteur d'en découvrir plus de cinquante, en fournissant des informations tant pratiques que scientifiques.

Aux notices alliant l'histoire et l'architecture du site s'ajoute une riche iconographie. La lecture est agréable et aisée, grâce aux quatre-vingts photographies en couleur, à la dizaine de dessins et à la cinquantaine de pictogrammes. De plus, afin de faciliter le déplacement des visiteurs, tous ces sites sont répartis en circuits géographiques et thématiques transférés sur une carte géographique et touristique, réalisée en collaboration avec l'Institut Géographique National.

Tout en partageant entre elles des caractéristiques communes, toutes ces abbayes sont uniques. Situées aux carrefours des chemins de grands pèlerinages ou retirées dans les verdoyants replis des campagnes wallonnes, elles sont reliées par des routes réelles ou imaginaires depuis le lointain Moyen Âge. Ce sont ces routes que nous avons essayé de retracer pour vous aujourd'hui.

Pour celui qui souhaite pénétrer le mystère de notre patrimoine abbatial, il ne reste qu'à suivre la route...

DEJARDIN V., *La Route des abbayes*, Namur, Institut du Patrimoine wallon, 2006. ISBN 2-9600421-8-2. Prix : livre, 12 €; carte, 7 €; les deux ensemble, 15 €.

**Attention à l'avis important, p. 20**

### Patrimoine architectural et territoires de Wallonie

La collection «*Patrimoine architectural et territoires de Wallonie*», réalisée par la DGATLP, met à jour et complète le premier inventaire du patrimoine immobilier en Région wallonne, publié entre 1973 et 1997, sous le titre *Le patrimoine monumental de la Belgique. Wallonie*, comptant 23 tomes en 37 volumes.

L'évolution du concept de patrimoine impose désormais de prendre également en compte d'autres composantes du patrimoine, témoins plus récents ou plus modestes de la vie sociale et économique de la Wallonie, tels que les ensembles bâtis, l'architecture industrielle ou celle du XX<sup>e</sup> siècle, par exemple. En outre, les dimensions paysagère et urbanistique d'un ensemble construit sont aujourd'hui reconnues comme étant un patrimoine indissociable de l'architecture.

Chaque ouvrage se présente de la manière suivante. Chaque commune constitue un chapitre de l'ouvrage. Après une présentation du territoire communal dans son ensemble, chaque localité fait l'objet d'une notice portant sur la géographie des lieux, le patrimoine architectural, la qualité d'ensemble et, *in fine*, l'inventaire des biens; ces derniers sont tous accompagnés d'une photographie. Le tout est agrémenté de nombreuses cartes et de tables finales permettant de localiser aisément le bien recherché.

À ce jour, 6 volumes sont parus couvrant les communes de Boussu, Hensies et Quiévrain, Liège, La Roche-en-Ardenne, Rendeux et Tenneville, Fosses-la-Ville et Mettet en 2004, Hélécline, Orp-Jauche, Perwez et Ramillies, fin 2005, et Hotton, Marche-en-Famenne et Nassogne en 2006.

*Patrimoine architectural et territoires de Wallonie. Hélécline, Orp-Jauche, Perwez et Ramillies*, Sprimont, Pierre Mardaga-MRW/DGATLP, 2006, 336 p. ISBN 2-87009-915-0.

*Patrimoine architectural et territoires de Wallonie. Hotton, Marche-en-Famenne et Nassogne*, Sprimont, Pierre Mardaga-MRW/DGATLP, 2006, 336 p. ISBN 2-87009-916-9.



### Cultura europa

Fondée en 1982, cette association prend le nom de *Cultura Europa* en 1990. *Cultura Europa* a pour but premier de promouvoir l'identité culturelle de chaque pays ou région d'Europe en la proposant aux voisins.

Son action se concrétise par la constitution d'une mémoire visuelle et notamment la réalisation de brochures ou de films documentaires qui permettent au public de visualiser les résultats des recherches tant dans le domaine de la musique et des arts que, c'est ce qui nous intéresse ici, du patrimoine mobilier et immobilier.

Réalisés dans le cadre d'un partenariat de plusieurs années avec la Division du Patrimoine, une multitude de vidéos, programmes «racontent» le patrimoine wallon : suivi de chantiers de fouilles (*La villa romaine de Jemelle - Campagnes de fouilles '92-93, Liège et la place Saint-Lambert...*), présentations de monuments (*Les beffrois de Wallonie, Le château de Montaigle...*), d'ensembles architecturaux (*L'abbaye de Stavelot, Charleroi...*) ou de sites (*Le canal du Centre...*), synthèses thématiques à l'occasion d'expositions (*L'Archéoforum de Liège...*), présentation des *Journées du patrimoine* et des *Journées «Jeu-nesse et Patrimoine»*.

La liste et les synopsis de ces réalisations se trouvent sur le site <http://www.skene.be/CE.html>, qui permet également de commander directement ces différents outils.

## Le «champ mégalithique de Wéris»



La série *Archéologie* de la collection scientifique *Études et Documents* présente notamment, à travers des monographies richement illustrées et entièrement en quadrichromie, les résultats détaillés du travail d'archéologues en Wallonie. Le tome 9 de cette collection est consacré au travail de ceux-ci sur le «champ mégalithique de Wéris», près de Durbuy, la plus riche concentration de monuments mégalithiques de Belgique.

Dans l'état actuel des recherches, ce champ, long de quelque huit kilomètres, compte deux allées couvertes et plusieurs zones à menhirs. Partiellement connu dès 1879, il a fait l'objet de fouilles intensives à la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, puis de deux programmes de recherches modernes, de 1979 à 1987 et de 1995 à 2001. Ce sont ces recherches que Michel Toussaint, Christian Frébutte, Stéphane Pirson, Philippe Masy et François Hubert, archéologues à la Division du Patrimoine et spécialistes du sujet, ont tenté de mettre en valeur dans ce volume. Deux tomes complémentaires paraîtront ultérieurement.

Le volume initial, composé de onze chapitres, s'attache au cadre archéologique et géologique du champ mégalithique et présente celui-ci à travers des données des anciennes fouilles. Les auteurs exposent ainsi successivement la philosophie, le contexte régional, l'histoire, la géologie des fouilles ainsi que les informations toponymiques et légendaires recueillies. Des cartes scientifiques et de nombreuses photographies en couleur accompagnent une abondante bibliographie.

Cet ouvrage, premier d'une série de trois, passionnera sans aucun doute les amateurs de Préhistoire.

TOUSSAINT M. (dir.), *Le «champ mégalithique de Wéris». Fouilles de 1979 à 2001*, t. 1, *Contexte archéologique et géologique* (Études et documents. Archéologie, 9), Namur, 2003, 448 p. ISBN 2-87401-151-7. Prix : 30 €.

## La Gaule mérovingienne

Un nouveau numéro de la collection scientifique des *Études et Documents. Archéologie* vient de paraître. Il s'agit des actes d'un colloque qui s'est tenu à Namur en octobre 1999 à l'occasion de l'exposition itinérante consacrée à *Mosa nostra. La Meuse mérovingienne de Verdun à Maastricht*. Cet ouvrage fait le point sur une période qui reste mal connue car pauvre en sources documentaires, mais heureusement assez riche en matériel archéologique, particulièrement celui qui a été mis au jour ces 25 dernières années.

Le point de vue retenu est l'histoire économique et le fil conducteur de celui-ci est la Meuse, un des axes commerciaux majeurs de l'Occident médiéval. Dans cette perspective, les coordinateurs de l'exposition Jean et Sophie PLUMIER-TORFS, archéologues à la Division du Patrimoine (DGATLP, MRW), ne se sont pas contentés de se pencher sur l'histoire du fleuve, sur celle des ses centres commerciaux (Charleville-Mézières, Namur, Huy, Thier d'Olne à Engis...) ou sur celle des matériaux transportés (pierres, céramique...); ils ont volontairement replacé la Meuse mérovingienne dans son contexte régional, c'est-à-dire, en l'occurrence, la Gaule du Nord. De cette manière, d'intéressantes comparaisons peuvent être faites sur des problématiques semblables telles qu'elles se manifestent dans les vallées de la Seine, de la Loire, mais aussi, par exemple, en Flandre maritime.

Sans conteste, un colloque – et un volume d'actes – qui fera date car il permet, comme le souligne Alain Dierkens dans ses conclusions, de combler un hia-



tus conceptuel entre la fin du monde antique et le milieu du VII<sup>e</sup> siècle.

PLUMIER, J. et REGNARD, M. (dir.), *Voies d'eau, commerce et artisanat en Gaule mérovingienne* (Études et documents. Archéologie, 10), Namur, 2005, 446 p. ISBN 2-87401-184-3. Prix : 39 €.

## Le grand orgue de la Salle philharmonique de Liège



En septembre 2005, le grand orgue Schyven de la Salle philharmonique de Liège était inauguré; cela en fait le seul orgue de salle en fonction en Communauté française. La restauration de cet instrument est la suite logique de celle de la salle elle-même, achevée en septembre 2000.

À cette occasion, un ensemble d'organistes professionnels, de musicologues et de facteurs d'orgues se sont associés pour la rédaction d'un intéressant ouvrage qui dépasse le cadre strict de la monographie. En effet, si l'instrument – et sa restauration – fait l'objet des principales contributions, d'autres prennent soin de le replacer dans un contexte plus large lié à l'histoire de la musique ou de l'art; c'est le cas du chapitre consacré à la salle philharmonique, à l'orgue de concert en général et à son répertoire, mais aussi de celui qui concerne les concerts donnés sur l'orgue entre 1890 et 1960 avec l'évocation de grands interprètes et de celui qui retrace l'histoire de la classe d'orgue et des autres orgues d'étude du Conservatoire royal de musique.

Un très riche glossaire de termes d'organologie clôt utilement un livre, richement illustré, qui a le grand mérite d'attirer l'attention du grand public sur un instrument de musique doublement méconnu, tant sur le plan musical que patrimonial.

MAILOT, É., (dir.) *Le grand orgue Pierre Schyven 1888 de la Salle philharmonique de Liège*, Liège, 2005, 160 p. ISBN 2-9600559-0-x. Prix : 15 €, disponible à l'OPL (e.mairlot@opl.be).

## Les Nouvelles du Patrimoine



*Les Nouvelles du Patrimoine* est un périodique d'information trimestriel édité par les Amis de l'Unesco asbl avec l'aide de la Communauté française et des Régions wallonne et bruxelloise. Cette revue poursuit un objectif de promotion du patrimoine situé sur le territoire de ces trois entités fédérées; elle y ajoute, néanmoins, de par l'objet social de son asbl, une dimension internationale.

Tout d'abord, chaque numéro est généralement axé sur un sujet précis wallon, bruxellois ou francophone qui fait l'objet d'un dossier d'une petite dizaine d'articles (n° 109 : Bruxelles, 175 ans d'une capitale; n° 108 : Charleroi, unique et multiple; n° 107 : musées et collections universitaires...). À cela s'ajoutent non seulement une chronique wallonne et une chronique bruxelloise présentant les principales actualités patrimoniales dans ces deux régions, mais aussi l'une ou l'autre contribution consacrée au patrimoine international. Enfin, quelques rubriques se font l'écho des principales publications et manifestations qui ont pour thème le patrimoine.

## Le Bulletin de liaison d'ICOMOS Wallonie-Bruxelles



ICOMOS, pour International Council on Monuments and Sites (Conseil international des Monuments et des Sites),

est une association mondiale de professionnels qui regroupe actuellement plus de 7.000 membres dans le monde. ICOMOS se consacre à la conservation et à la protection des monuments, des ensembles et des sites du patrimoine culturel. C'est la seule organisation internationale non gouvernementale de ce type. Ses travaux sont basés sur les principes inscrits dans la charte internationale de 1964 sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, dite charte de Venise.

À l'échelle nationale, existent des comités nationaux, organisations créées dans les pays membres de l'UNESCO et qui regroupent des membres individuels et institutionnels, leur offrant ainsi un cadre de discussion et d'échange d'informations. Le Comité national belge comprend une Section ICOMOS Vlaanderen-Bruxelles et ICOMOS Wallonie-Bruxelles. C'est cette dernière section qui, en poursuivant les objectifs que s'est assignés ICOMOS, publie un bulletin trimestriel de liaison. Celui-ci, outre un éditorial, contient non seulement deux ou trois articles de fond consacré aux patrimoines wallon et bruxellois, mais aussi des informations générales concernant des manifestations, des projets ou des publications dans le domaine patrimonial.

## Demeures historiques & Jardins

«Demeures historiques & Jardins», dont la création remonte à 1969, est une revue en quadrichromie publiée par l'Association royale des demeures historiques et jardins de Belgique asbl. Son contenu s'oriente essentiellement vers la découverte et la protection du patrimoine immobilier ainsi que la sensibilisation à notre richesse patrimoniale. Certaines maisons, jamais ouvertes au public, ou des monuments historiques ignorés, voire des ruines, permettent au lecteur de faire des découvertes stupéfiantes.

Cette revue trimestrielle nationale publie donc des articles historiques et scientifiques, tant sur les demeures que sur les jardins, mais aussi des interviews, des articles juridiques (transmission du patrimoine) ou fiscaux, etc. Elle propose en outre trois rubriques : «Lu pour vous», «Informations culturelles» et «Activités culturelles» - exclusivement celles qui se déroulent dans des demeures historiques - auxquelles s'ajouteront bientôt plusieurs autres rubriques abordant les métiers et artisanats liés au patrimoine, les demeures vues sous l'angle de diverses disciplines (littérature, peinture...), etc.

L'abonnement est inclus dans la cotisation de membre effectif de l'Association.

Jusqu'au 30 avril 2006, tout lecteur de *La Lettre du Patrimoine* bénéficie d'une offre spéciale : 35 € au lieu de 40.

Informations : F.E.de.Wasseige@cyclone.be (0498/10.99.83) ou info@demeures-historiques.be

Compte bancaire : 310-0011294-31 (mention «Abo DHJ-LP 2006»). Frédéric-Emmanuel DE WASSEIGE

## Du 301<sup>e</sup> au 400<sup>e</sup>...



Philippe Farcy, chroniqueur à *La Libre Belgique*, publie chaque semaine dans ce quotidien le portrait d'un château de Belgique. Avec ce quatrième volume des *100 châteaux de Belgique connus ou méconnus*, le chroniqueur devient l'auteur de l'inventaire le plus complet des châteaux de Belgique. Il couvre ainsi une nouvelle partie du surprenant patrimoine castral belge. Notre pays, avec trois mille sites, possède en effet le plus haut taux de châteaux au kilomètre carré en Europe!

Ce quatrième volume très bien documenté et richement illustré vous permettra de visiter intelligemment cent châteaux supplémentaires. Il se focalise notamment sur la ville de Spa. Ce livre est une aubaine pour les amateurs de châteaux car la plupart d'entre eux ne sont pas accessibles au public.

FARCY P., *100 châteaux de Belgique connus et méconnus*, t. 4, Bruxelles, éd. Aparté, 2005. ISBN 2-930327-12-X. Prix : 28 €.

## Grotte Scladina – Une expo sur l'Enfant de Sclayn!

Le 16 juillet 1993, la Grotte Scladina était le théâtre d'une découverte extraordinaire, celle de la mâchoire d'un enfant néandertalien dont l'ancienneté est estimée à 100.000 ans! Depuis lors, 19 pièces du squelette crânien, éparpillées dans la deuxième moitié de la grotte, ont été exhumées en 13 ans de recherche. Pour la première fois, une exposition est entièrement consacrée à ces découvertes. Les scientifiques livrent sans détour leurs informations à un large public qui, au fil de l'exposition, découvre les étapes de la recherche en Préhistoire. Trois lieux

accueillent chacun une démarche : les découvertes dans le site et les observations sur le contexte, les études en laboratoire et, enfin, l'interprétation des vestiges, avec ses limites et la part de rêve qui en prend le relais. Les visiteurs jugeront eux-mêmes la pertinence des interprétations et se rendront compte que des hypothèses leur sont (trop) souvent présentées comme des affirmations!

Renseignements pratiques et informations sur [www.scladina.be](http://www.scladina.be) ou au 081/58 29 58.

## Le trésor de la cathédrale de Liège et l'Archéoforum à Beaune

Ce 19 mars s'est achevée à Beaune une prestigieuse exposition qui avait pour cadre le Musée des Beaux-Arts et le prestigieux hôtel-Dieu des Hospices civils de Beaune en Bourgogne. 40.000 visiteurs ont pu y admirer les principales pièces du Trésor de la cathédrale de Liège, mais aussi un très bel échantillon de pièces provenant de cathédrales européennes (Tours, Angers, Lyon, Saint-Jacques de Compostelle, Pise, Vienne, Beja, Canterbury...). Liège est, en effet, devenu depuis peu le siège du Secrétariat général d'*Europae Thesauri*, asbl internationale dont l'objectif est de promouvoir les trésors des sanctuaires d'Europe, toutes confessions confondues.

L'Archéoforum de Liège, géré par l'IPW, a également participé à cette exposition en tant que site de l'ancienne cathédrale de Liège et dans le cadre du partenariat qui le lie au Trésor de Liège. Ce fut l'occasion d'exposer pour la première fois au regard du grand public la toute récente maquette de ce site, présentation qui était complétée par la projection du film consacré à la reconstitution virtuelle de l'ancienne cathédrale Saint-Lambert.

[www.archeoforumdeliege.be](http://www.archeoforumdeliege.be) - [www.tresordeliege.be](http://www.tresordeliege.be)

## Colloque : Liège au XVI<sup>e</sup> siècle. Art et culture autour de Lambert Lombard du 15 au 17 mai 2006

Le 500<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Lambert Lombard coïncide avec celui de l'accession d'Érard de la Marck au trône épiscopal. Celui-ci fit sa Joyeuse Entrée à Liège le 30 mai 1506. Sous son règne fastueux, Liège connut une ère de paix, mais aussi de renouveau culturel et artistique des plus féconds.

C'est cette effervescence créatrice que cet important colloque soulignera, en



réunissant des spécialistes de renom international. Les sujets abordés seront la musique, les réalisations artistiques et architecturales, les commandes et le mécénat, les écrits théoriques sur l'art, la production de manuscrits et imprimés, esquissant ainsi un panorama de la culture du vivant de Lambert Lombard et témoignant de l'insatiable appétit de découvertes et de l'esprit d'ouverture des acteurs de la « Renaissance liégeoise ».

Théâtre universitaire, 1B quai Roosevelt, 4000 Liège. Inscriptions et informations : +32 (0) 43 66 56 15; courrier électronique : [mathildebert@hotmail.com](mailto:mathildebert@hotmail.com)

Organisation : Service d'Histoire de l'art des Temps modernes (prof. D. Allart), Service d'Histoire moderne (prof. F. Bierlaire) et Service de musicologie de l'Université de Liège, avec la collaboration du Centre d'Études supérieures de la Renaissance de Tours (prof. P. Vendrix).

## À ne pas manquer à l'Archéoforum de Liège : l'exposition

### «Lambert, l'évêque assassiné» du 30 mars au 27 août 2006

L'assassinat à Liège de l'évêque de Tongres-Maastricht, Lambert, vers 700, et le retour de ses reliques, treize ans plus tard, sur les lieux du martyre sont à l'origine du développement de la cité de Liège. Et pour la première fois depuis la démolition de la cathédrale Saint-Lambert à la Révolution, le corps du saint, déposé dans une châsse d'orfèvrerie conservée à la cathédrale Saint-Paul, retournera sur les lieux du drame.

Dans le cadre de l'année *De Saint Lambert... au Pays de Liège*, le Musée d'Art religieux et d'Art mosan, l'Évêché et l'Archéoforum de Liège se sont en effet associés pour évoquer, sur les lieux du martyre, l'époque, l'histoire, la personnalité et la gloire posthume de celui qui fut à l'origine du développement de Liège.

Au centre de l'exposition, la châsse contenant les reliques de Saint-Lambert est entourée d'œuvres d'art prestigieuses, témoins de l'étendue et de l'importance de son culte à travers toute l'Europe occidentale. Peintures, sculptures, orfèvreries, dessins, manuscrits enluminés, monnaies et vitraux permettent à tous, grands et petits, de se familiariser avec le premier des Liégeois.

Cette exposition est accessible tous les jours, sauf le lundi, de 10h (11h le dimanche) à 18h. Possibilité de combiner la visite de l'exposition, avec celle de l'Archéoforum et du Musée d'Art religieux et d'Art mosan. Renseignements et réservations : tél. : 04/250.93.70; fax : 04/250.93.79; [archeo@archeoforumdeliege.be](mailto:archeo@archeoforumdeliege.be) - [www.archeoforumdeliege.be](http://www.archeoforumdeliege.be).



# Le Centre de la Paix-Dieu

TRIMESTRIEL – AVRIL – MAI – JUIN 2006 – N° 21 – BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

## Année 2005 – Résultats des formations au Centre de la Paix-Dieu

C'est toujours avec le même esprit et plus que jamais la même motivation que les stages de notre programme sont mis en œuvre durant les 12 mois de l'année. L'année 2005 fut la sixième année entière durant laquelle le Centre de la Paix-Dieu a organisé plus de 35 stages destinés aux professionnels de la construction et plus particulièrement dans le domaine de la conservation et de la restauration du Patrimoine architectural.

Voici quelques chiffres que nous vous livrons comme chaque année. Parmi les stages programmés, 35 ont été réalisés et ont réuni près de 270 participations soit en moyenne plus de 7 stagiaires par formation. Cette

année, 212 personnes différentes ont suivi une ou plusieurs formations. Sur l'ensemble des stagiaires, plus de 30 % représentent le secteur des artisans et des ouvriers d'entreprise, 10 % les architectes et près de 40 % sont des employés de communes, de provinces et de diverses administrations.

L'année 2005 fut également le démarrage de nouveaux projets, tels que le chantier-école de la reconstruction à l'identique de la charpente du colombier de la Paix-Dieu débuté en mai 2005, ainsi que d'autres formations mises en place le samedi pour répondre à la demande des professionnels.

Ces résultats sont obtenus grâce à un véritable travail d'équipe. Une équipe unie constituée par l'ensemble du personnel du Centre de la Paix-Dieu et par l'ensemble de nos formateurs que nous remercions, une fois encore, pour leur inestimable contribution.

L'objectif de notre prochain programme est de répondre au mieux encore aux besoins du secteur, tant administratif que technique. Il arrivera dans votre boîte aux lettres dès le mois de juin prochain et il sera également disponible dès la fin juin sur notre site internet ([www.paixdieu.be](http://www.paixdieu.be)) que nous vous invitons à visiter régulièrement afin de connaître les dernières nouvelles du Centre de la Paix-Dieu.



Tailler la pierre à la Paix-Dieu... © IPW

## Le retour de roue du moulin : compagnons en herbe, Patrimoine et Citoyenneté

Le moulin à eau de la Paix-Dieu, premier sujet de stage «Compagnons en herbe» fera son *come back* cette année. En effet, le moulin sera restauré prochainement. Cela afin d'accueillir les bureaux du Secrétariat des Journées du Patrimoine ainsi qu'une taverne. Le stage sera organisé du 7 au 11 août 2006 et il permettra aux enfants, comme de coutume, de se métamorphoser en architecte, maçon, tailleur de pierre, charpentier, couvreur et même, comme ce fut le cas pour le stage axé sur le colombier, en archéologue, en compagnie de professionnels du secteur de la restauration du patrimoine bâti. L'accent sera mis, en accord avec le thème des Journées du Patrimoine de cette année, sur les éléments d'architecture qui entrent en résonance avec des mots tels que citoyenneté, démocratie, coopération ou droits humains. Le nombre de participants sera limité à 25 enfants. Pour plus d'information, Muriel De Potter, responsable des actions pédagogiques de la Paix-Dieu, se tient à votre disposition au 085/410.355 ou par e-mail : [m.depotter@paixdieu.be](mailto:m.depotter@paixdieu.be).

Attention à l'avis important, p. 20

## Actions pédagogiques : bilan 2005

Depuis 2001, près de 3300 adolescents de 12 à 15 ans et 636 professeurs parmi lesquels, cette année, 52 classes, soit 692 élèves et 147 professeurs, ont découvert le Patrimoine et ses métiers par le biais des classes d'éveil.

En réponse au désir de certains parents d'inscrire leurs enfants de 6 à 13 ans à un projet scolaire adapté en dehors du cycle scolaire, la Paix-Dieu organise, depuis août 2002, un stage de vacances, «carnet de bord» de l'évolution du chantier de restauration de la Paix-Dieu. En 2005, année de la bière, la houblonnière de la Paix-Dieu a été le point de départ du stage «Compagnons en herbe». À cette occasion, 19 enfants, dont deux Luxembourgeois et un Bruxellois, ont décou-

vert les liens existant entre les techniques traditionnelles et contemporaines de constructions végétales, tant en sculpture/installation qu'en architecture, mais aussi la peinture monumentale et ses techniques anciennes.

Enfin, pour satisfaire à la demande des professeurs en formation ou déjà en fonction, conscients du potentiel pédagogique que représentent le Patrimoine et ses métiers, les bacheliers et professeurs responsables de trois écoles normales wallonnes, soit 79 bacheliers et 6 professeurs titulaires, ont suivi le module de formation à la pédagogie du Patrimoine et de ses métiers mis sur pied l'an dernier. Trois journées ont aussi été organisées pour permettre à 22 professeurs en fonction, issus de 5 établissements

scolaires différents, de se sensibiliser à la pédagogie appliquée à la Paix-Dieu.

Pour l'année 2006, les réservations pour participer aux classes d'éveil sont nombreuses, une nonantaine de bacheliers ont déjà réservé un module de formation à la pédagogie du Patrimoine et de ses métiers. Pour les professeurs en fonction, deux formations entrant dans le programme de l'Institut de la formation en cours de carrière (IFC) de la Communauté française sont proposées : l'une, organisée en février, a rencontré un franc succès auprès d'une dizaine de professeurs de construction - option bois et l'autre, prévue en mai, sera spécialement conçue pour le personnel des centres PMS.

## Vitrine wallonne à Cuba

Si vous passez par La Havane, vous ne pourrez désormais plus éviter le détour par la place d'Armes et par la Casa Valonia. C'est que, depuis le 15 février 2006, non seulement le beau bâtiment à la façade bleu ciel est à présent restauré, mais encore vient-on d'y installer une vitrine de la Région wallonne.

C'est en effet suite aux décisions des Ministres Jean-Claude Van Cauwenberghe et Michel Daerden que la Région wallonne a décidé en 2002 d'investir dans le bâtiment Conde Canongo en permettant sa restauration qui inclut la mise à disposition de logements sociaux en ses étages supérieurs et l'installation, au rez-de-chaussée, d'une vitrine qui met à l'honneur les divers aspects de notre belle Région (patrimoine, tourisme, ressources naturelles, culture...). Une vitrine conçue par



Inauguration de la vitrine wallonne © IPW



Le bâtiment Conde Canongo devenu... Casa Valonia © IPW

l'architecte Henri Garcia, réalisée par l'ébéniste Paul Mordan et dont le suivi de l'installation a été supervisé par la Direction des Relations internationales de la Région.

Présent à Cuba pour le suivi des formations, mais aussi pour la pose du geste inaugural de la vitrine et en présence de Philippe Suinen, Directeur général de l'AWEX et de la DRI, l'Institut du Patrimoine wallon, représenté par Marc Melin, Directeur adjoint de la Paix-Dieu, a salué l'excellente collaboration qui a animé les diverses parties prenantes au projet : le Bureau de l'Historien de La Havane, la Direction des Relations internationales et... le Centre de la Paix-Dieu dont les formateurs ont contribué à mener à bien cette restauration en divers domaines (ferroserie, traitement des termites et menuiseries) au travers de ses stages de perfectionnement réalisés à La Havane depuis 2002.

## Dites-nous pourquoi...



Première enrayure de la future charpente du colombier © IPW

Depuis le mois de mai 2005, ils sont cinq et leur formateur, Pascal Lemlyn, à venir régulièrement - cinq jours par mois - œuvrer à la reconstruction «à l'identique» de la charpente du colombier de la Paix-Dieu. Cinq aspirants-charpentiers, dont un Parisien, se sont inscrits dans le long terme pour mener à bien ce chantier-école.

Nous leur avons demandé pourquoi ils sont là, quelles sont leurs motivations, quelles sont leurs raisons? Extraits des réponses d'un stagiaire.

Daniel Delsaux écrit : « Je me suis inscrit à cette formation pour plusieurs raisons et avec plusieurs objectifs en tête :

L'Institut du Patrimoine wallon est la référence en Wallonie pour les formations du patrimoine; ce type de formation était unique en Belgique. Je désirais me constituer un réseau de connaissances et d'adresses. Je voudrais également acquérir les outils et les techniques nécessaires à l'exécution de ce métier et puis il y avait aussi cette envie de participer à un chantier exceptionnel...

«Très rapidement, je me suis vu proposer une place de conducteur de chantier dans une entreprise spécialisée dans la restauration et la rénovation. On m'a alors proposé les chantiers de charpente et l'on m'a demandé d'organiser la formation du personnel aux métiers du patrimoine».

(à suivre)

## Oyez, oyez, artisans «immatériels» du monde!

En octobre 2003, l'Unesco publiait sa «Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel» et, récemment, la presse francophone rendait un vibrant hommage aux Gilles de Binche reconnus comme patrimoine immatériel de l'humanité.

Mais il n'y a pas que le carnaval. Sont également repris dans le patrimoine immatériel «les personnes ou les groupes qui en sont les détenteurs et les agents de transmission» à l'instar des détenteurs de savoir-faire artistique et technique.

Bien avant l'Unesco, dès 1950, le gouvernement japonais a accordé une reconnaissance particulière aux détenteurs de savoir-faire et de techniques essentiels à la pérennité d'expressions importantes du patrimoine culturel immatériel (introduisant la notion de «Trésors humains vivants»). Bien sûr, autres horizons, autres coutumes. J'aime également rappeler cette phrase de l'écrivain africain Amadou Hampaté Bâ qui disait : «En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle».

Je ne suis pas loin de penser la même chose vis-à-vis de nos artisans et gens de métier...

## Calendrier des stages

Voici la liste des stages qui se dérouleront au cours de l'année académique 2005-2006. Ces stages sont accessibles à toute personne ayant le désir d'améliorer ses connaissances dans le domaine de la conservation et de la restauration du Patrimoine architectural : artisans, architectes, historiens de l'art, gens de métiers, enseignants du secteur et gestionnaires du Patrimoine.

- Notions de patrimoine et d'archéologie du bâtiment - théorie générale (TG) - 7 sessions
- Réglementation, procédures (Région wallonne) et notions de marchés publics - (TG) - 7 sessions
- Réglementation, procédures (Bruxelles capitale) - (TG) - 3 sessions
- Introduction à la conservation et à la restauration du vitrail - dates à fixer
- Introduction à la technique des faux marbres dans le Patrimoine architectural - juin 2006
- Étaieage de voûte- dates à fixer
- Restauration de la dorure sur le bois et plâtre (2<sup>e</sup> cycle) - juin 2006
- Architecture traditionnelle : vocabulaire descriptif - mai 2006

## Formation à destination des élèves de 7<sup>e</sup> professionnelle de la construction

Dans le courant des mois de mars et de mai, le Centre de la Paix-Dieu organise, dans le cadre d'un partenariat avec le Fonds de formation de la construction (FFC), une formation à destination des élèves de 7<sup>e</sup> professionnelle - secteur construction-maçonnerie. L'objectif est de sensibiliser ces futurs travailleurs à la restauration et à la conservation des maçonneries anciennes.

Sur base d'un programme de trois journées qui allie théorie et pratique, trois écoles (Institut Sainte-Begge d'Andenne, école professionnelle de Namur, Institut Don Bosco de Verviers) ont décidé de participer à ce nouveau projet.

En accord avec l'architecte Alain Dirix, auteur de projet de la restauration, c'est la tourelle d'angle partiellement démontée qui fait l'objet d'exercices pratiques. Mais, attention! pas question de reconstruire pour démolir ensuite, ceci est un vrai chantier, le coefficient d'erreur doit être nul. Le formateur, Monsieur Jacques de Pierpont, est très vigilant à ce sujet. Pour ces 25 étudiants, l'utilisation des mortiers de chaux dans les maçonneries est une vraie découverte, la mise en œuvre leur semble bien plus longue que pour la construction d'un mur neuf, mais pour la plupart le résultat en vaut la peine. Nous tâchons de mener à bien la fin de ce projet et surtout nous espérons que, parmi ces 25 sympathiques garçons, certains acquièrent la passion pour les maçonneries anciennes.

## Repose en Paix-Dieu

Il était artisan. Il était tailleur de pierre, Monsieur Ferain. Il est décédé et sa famille nous a offert ses outils, pointes, ciseaux, gradines avec ce commentaire : «Il aurait été content de savoir que ses outils vont encore travailler». Merci à la famille Ferain de Soignies, pays de la pierre, pour ce don. Merci pour la Paix-Dieu qui fera travailler les outils, merci pour le respect de la mémoire de leur parent.

Merci pour ce rappel de la notion même de patrimoine : «recevoir et donner»... TRANSMETTRE.

## Un chantier qui démarre : la maison Bauwens à Verviers

Dans un des numéros précédents de *La Lettre de la Paix-Dieu*, nous vous annonçons le projet du chantier-école de la façade Art nouveau de la Maison Bauwens située à Verviers.

À présent, c'est parti, le chantier peut démarrer!

Après l'intervention de deux entreprises, l'une pour le traitement des éléments en bois, l'autre pour le traitement de l'humidité, nous planifions le programme des formations (relevé, restauration des menuiseries, nettoyage des façades, enduits). Le planning sera défini précisément dans notre prochain programme des stages 2006-2007 qui paraîtra en juin prochain.



*C'est au pied du mur que l'on voit... les vrais maçons © IPW*

## Calendrier (suite)

- Perfectionnement en patrimoine architectural pour guides du tourisme - mai 2006
- Toiture en cornus - avril 2006
- Introduction à la conservation des jardins «historiques» - mai 2006
- Colombage et torchis - mai 2006
- Maçonnerie de moellons - mai 2006
- Badigeons et enduits extérieurs (2<sup>e</sup> cycle) mai 2006
- Techniques du relevé architectural de bâtiments en maçonnerie - juin 2006
- Charpente en bois : utilisation des résines synthétiques - dates à fixer
- Du bois à la charpente : caractéristiques, technologie et mise en œuvre - dates à fixer
- Architecture Art Déco - 7, 8 et 9 juin 2006
- Restauration des marbres - dates à fixer

## Stages d'opportunité

«La maison Bauwens» :

- étude des ferronneries - programme 06-07
- méthode de nettoyage des façades - programme 06-07
- étude des staffs - dates à fixer
- réparation et restauration des menuiseries - programme 06-07
- étude, tracé et sculpture (pierre) - programme 06-07

## Stages à cycles multiples

- La charpente : un chantier-école à la Paix-Dieu - en cours
- La menuiserie en restauration et en conservation

Le programme, les dates des stages et tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus au Centre de perfectionnement aux métiers du Patrimoine de la Paix-Dieu, rue Paix-Dieu, 1b à 4540 Amay et sont également disponibles sur le site internet.

Tél : 085/410.350 - Fax : 085/410.380  
- Site internet : [www.paixdieu.be](http://www.paixdieu.be)